



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 4 JUILLET 2017
GEMEENTERAAD VAN 4 JULI 2017

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents	Marc-Jean Ghysseles, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter</i> ;
Aanwezig	Jean-Claude Englebort, Ahmed Ouartassi, Francis Résimont, Marc Loewenstein, Françoise Père, Mariam El Hamidine, Saïd Tahri, Charles Spapens, Jutta Buyse, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Michel Borcy, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Christiane Defays, Nadia El Yousfi, Grégor Chapelle, Evelyne Huytebroeck, Stéphane Roberti, Rachid Barghouti, Isabelle Grippa, Magali Plovie, Alitia Angeli, Nadine Pâques, Laurent Hacken, Denis Stokkink, Jean-Marie Lebrun, Pol Massart, Dominique Goldberg, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Corinne De Permentier, Monique Langbord, Mostafa Bentaha, Mohammed Sebbahi, Annie Richard,
Verontschuldigd	Marie Arena, Abdelmalek Talhi, Gauthier Lambeau, David Liberman, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

Le conseil approuve le procès-verbal de la séance du 20 juin 2017.

Monsieur Tahri est désigné par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.

De Raad keurt het proces-verbaal van de zitting van 20 juni 2017 goed.

De heer Tahri wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

ORGANISATION - ORGANISATIE

Secrétariat - Secretariaat

1 Interpellation du public.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

27 votants : 27 votes positifs.

Interpellatie van het publiek.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Affaires générales - Algemene zaken

2 Affaires générales - Règlement sur les milieux d'accueil établis sur le territoire communal - Adoption.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117, 119, 119bis et 135, § 2 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Considérant que la commune de Forest abrite ou est susceptible d'abriter divers milieux d'accueil de la petite enfance qui relèvent tantôt de la Communauté française et plus particulièrement de l'ONE, tantôt de la Communauté flamande et plus particulièrement de *Kind & Gezin*, tantôt de la Commission communautaire commune, et cela même si, en l'état, cette dernière n'a pas encore adopté en la matière une législation propre ;

Considérant de surcroît que les autorités communales ont également été confrontées à l'installation sur leur territoire de milieux d'accueil qui échappaient à l'application d'une quelconque législation relative à la matière ;

Considérant, tout d'abord, que l'autorité communale doit disposer d'un cadastre de ces différents milieux d'accueil afin de pouvoir nouer, s'il échet, très rapidement, un contact avec l'autorité dont ils relèvent, et cela notamment lorsqu'elle constate une atteinte à la sécurité, à la tranquillité ou à la salubrité publiques ;

Considérant, en conséquence, que le règlement en projet impose à tout milieu d'accueil de s'enregistrer auprès de l'administration communale avant de commencer toute exploitation ;

Considérant que, dans le cadre de cet enregistrement, le ou les responsables du milieu d'accueil concerné devront déposer toutes les pièces utiles démontrant qu'ils disposent de toutes les autorisations requises pour son exploitation ;

Considérant que les crèches communales échappent à l'obligation d'enregistrement dès lors qu'elles sont bien connues du service de la Petite enfance, mais qu'elles seront bien évidemment inscrites dans le cadastre des milieux d'accueil ;

Considérant, ensuite, que tout milieu d'accueil qui ne tomberait pas sous l'application de la réglementation de la Communauté française (décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil), de la Communauté flamande (décret de la Communauté flamande du 30 avril 2004, portant création de l'agence autonomisée interne dotée de la personnalité juridique *Kind & Gezin* et décret de la Communauté flamande du 20 avril 2012 portant organisation de l'accueil de bébés et de bambins) ou de la réglementation à venir de la Commission communautaire commune échappe à tout contrôle de qualité, notamment sur le plan de la sécurité et de la salubrité publiques ;

Considérant que les autorités communales peuvent exercer leur compétence de police à l'égard des propriétés privées lorsque celles-ci sont susceptibles de constituer un trouble à l'ordre public ;

Considérant que l'autorité communale n'a pas vocation et estime ne pas avoir vocation à établir une réglementation qui permette d'encadrer le fonctionnement des milieux d'accueil qui n'auraient pas reçu une autorisation fondée sur l'une des législations ou des réglementations évoquées plus haut ;

Considérant qu'il est de l'intérêt communal de garantir la sécurité et la salubrité publiques sur l'ensemble du territoire communal et qu'un milieu d'accueil qui ne fait pas l'objet d'un contrôle en application des législations précitées est susceptible de constituer un danger pour la santé et la sécurité des enfants qui y seraient accueillis ;

Considérant que l'autorité communale n'a donc d'autre option que d'interdire purement et simplement l'exploitation de milieux d'accueils qui ne sont pas soumis à l'application de l'une des législations et réglementations précitées ;

Considérant, en conséquence, qu'il s'indique de permettre au Collège des Bourgmestre et Échevins, à la suite d'une procédure contradictoire, de prendre des arrêtés de fermeture à l'égard d'un milieu d'accueil qui échapperait à toute autorisation ou à tout contrôle ;

Considérant qu'il s'indique, afin de les rendre plus effective encore, de sanctionner la méconnaissance des dispositions du présent règlement par le prononcé d'amendes administratives, lesquelles concernent également l'hypothèse dans laquelle une fermeture a été parallèlement ordonnée ;

Considérant, enfin, qu'il est nécessaire de prévoir une phase transitoire pour permettre l'enregistrement de toutes les structures déjà existantes ;

DECIDE :

D'approuver le règlement ci-dessous :

Règlement sur les milieux d'accueil établis sur le territoire communal

Article 1^{er}

Par milieu d'accueil, il faut entendre, toute personne physique ou morale étrangère au milieu familial de vie de l'enfant qui organise l'accueil d'enfants qui ne fréquentent pas encore l'école maternelle en externat et de manière régulière.

Par exploitation du milieu d'accueil, il faut entendre l'organisation à titre lucratif ou dans le cadre d'une association sans but lucratif de l'accueil effectif en externat et de manière régulière par toute personne physique ou morale étrangère au milieu familial de vie de l'enfant d'enfants qui ne fréquentent pas encore l'école maternelle.

Par administration, il faut entendre le service de l'administration communale qui sera désigné aux fins d'assumer les missions visées dans le présent règlement.

Article 2

Tout milieu d'accueil, autre que les crèches communales de Forest, qui entend exercer ses activités sur le territoire de la commune de Forest doit avant d'entamer celles-ci s'enregistrer à l'administration et lui fournir tous les documents établissant qu'il a obtenu toutes les autorisations requises pour son exploitation.

Tout milieu d'accueil établi sur le territoire de la commune de Forest qui cesse ses activités en informe immédiatement l'administration.

Article 3

L'administration tient un cadastre actualisé de tous les milieux d'accueil qui sont exploités sur le territoire communal.

Article 4

Tout milieu d'accueil dont l'exploitation n'est pas expressément autorisée en application des législations et réglementations de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Commission communautaire commune est interdit sur le territoire communal.

Article 5

Le Collège des Bourgmestre et Échevins peut fermer tout milieu d'accueil qui n'a pas rempli les formalités visés à l'article 2, qui n'a pas obtenu ou qui ne dispose plus d'une autorisation d'exploitation délivrée en application des législations et réglementations de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Commission communautaire commune.

L'arrêté de fermeture produit ses effets jusqu'à ce que Collège des Bourgmestre et Échevins ait constaté que le milieu d'accueil a déposé à l'administration tous les documents attestant qu'il a obtenu toutes les autorisations requises pour son exploitation en vertu des législations et réglementations de la Communauté française, de la Communauté flamande ou de la Commission communautaire commune.

Article 6

Avant de prendre la mesure visée à l'article 5, alinéa 1^{er}, le Collège des Bourgmestre et Échevins

adresse au milieu d'accueil un avertissement préalable, lequel comprend une copie du présent règlement.

L'avertissement préalable est adressé au milieu d'accueil par envoi recommandé à la poste.

Dans les cinq jours de l'envoi du courrier recommandé visé à l'alinéa 2, le milieu d'accueil qui n'a pas spontanément cessé son exploitation est convoqué pour être entendu par le Collège des Bourgmestre et Échevins par lettre recommandée à la poste.

Entre la date d'envoi de la convocation visée à l'alinéa 3 et la comparution du milieu d'accueil devant le Collège doit s'écouler un délai d'au moins cinq jours ouvrables, pendant lequel le dossier est mis à disposition du milieu d'accueil à l'administration dans les tranches horaires indiquées dans la convocation.

Lors de sa comparution devant le Collège des Bourgmestre et Échevins, le milieu d'accueil peut, s'il le souhaite, déposer un écrit de procédure et être assisté du conseil de son choix.

La décision prise par le Collège est notifiée au milieu d'accueil par lettre recommandée à la poste.

Article 7

Tous les milieux d'accueil qui ont commencé leur exploitation avant l'entrée en vigueur du présent règlement disposent d'un délai de quatre mois pour remplir les formalités visées à l'article 2.

Article 8

Les infractions au présent règlement seront punies d'une amende administrative de maximum 350 euros, selon la procédure définie à l'article 4 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Algemene Zaken - Reglement op de opvangvoorzieningen gevestigd op het grondgebied van de gemeente - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 117, 119, 119bis en 135, § 2;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Overwegende dat de Gemeente Vorst een plaats biedt of kan bieden aan verschillende kinderopvangvoorzieningen die hetzij onder de Franse Gemeenschap, en meer bepaald de ONE, vallen, hetzij onder de Vlaamse Gemeenschap, en meer bepaald *Kind en Gezin*, hetzij onder de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie, zelfs al heeft die laatste ter zake nog geen eigen wetgeving aangenomen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheden bovendien tevens geconfronteerd werden met de vestiging op hun grondgebied van opvangvoorzieningen die aan de toepassing van eender welke wetgeving ter zake ontsnapten;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid in de eerste plaats moet beschikken over een kadaster van deze verschillende opvangvoorzieningen teneinde in voorkomend geval zeer snel contact te kunnen opnemen met de overheid waaronder zij vallen en dit met name wanneer ze een aantasting van de openbare veiligheid, de openbare rust of de volksgezondheid vaststellen;

Overwegende bijgevolg dat het ontwerpreglement iedere opvangvoorziening verplicht zich bij het gemeentebestuur te registreren voordat het met enige uitbating begint;

Overwegende dat de verantwoordelijke(n) van de betrokken opvangvoorziening, in het kader van deze registratie, alle nuttige stukken moet(en) indienen die aantonen dat hij (zij) over alle voor hun uitbating vereiste toelatingen beschikt (beschikken);

Overwegende dat de gemeentelijke kinderdagverblijven aan de registratieplicht ontsnappen aangezien zij welbekend zijn bij de dienst Kinderopvang, maar dat zij uiteraard ingeschreven zullen worden in het kadaster van de opvangvoorzieningen;

Overwegende, vervolgens, dat iedere opvangstructuur die niet onder de reglementering van de Franse Gemeenschap (decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2002 houdende de hervorming van de ONE en het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen), van de Vlaamse Gemeenschap (decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 30 april 2004 tot oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap met rechtspersoonlijkheid *Kind en Gezin* en het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 20 april 2012 houdende de organisatie van kinderopvang van baby's en peuters) of van de toekomstige reglementering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zou vallen, aan iedere kwaliteitscontrole ontsnapt, o.m. op het gebied van openbare veiligheid en volksgezondheid;

Overwegende dat de gemeentelijke overheden hun politiebevoegdheden t.a.v. privé-eigendommen kunnen uitoefenen wanneer deze de openbare orde mogelijk verstoren;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid niet de roeping heeft noch denkt te hebben om een reglementering op de stellen die het mogelijk maakt de werking van de opvangvoorzieningen zonder toelating op basis van één van de voormelde wetgevingen of reglementeringen te omkaderen;

Overwegende dat het in het gemeentelijke belang is de openbare veiligheid en volksgezondheid op het hele grondgebied van de gemeente te waarborgen en dat een opvangvoorziening die niet aan een controle op basis van voornoemde wetgevingen onderworpen is een gevaar kan vormen voor de veiligheid en gezondheid van de kinderen die er opgevangen worden;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid dus geen andere keuze heeft dan de uitbating van opvangvoorzieningen die niet onderworpen zijn aan de toepassing van één van de voormelde wetgevingen en reglementeringen zonder meer te verbieden;

Overwegende bijgevolg dat het aangewezen is het College van Burgemeester en Schepenen toe te laten na een tegensprekelijke procedure sluitingsbesluiten te nemen t.a.v. opvangvoorzieningen die

aan iedere toelating of controle zouden ontsnappen;

Overwegende dat het aangewezen is, teneinde ze nog doeltreffender te maken, het gebrek aan kennis van de bepalingen van dit reglement te bestraffen door het opleggen van administratieve boetes, die tevens betrekking hebben op gevallen waarin gelijktijdig een sluiting werd bevolen;

Overwegende, tot slot, dat het noodzakelijk is een overgangsfase te voorzien om de registratie van alle reeds bestaande structuren mogelijk te maken;

BESLIST:

Het onderstaande reglement goed te keuren:

Reglement op de opvangvoorzieningen gevestigd op het grondgebied van de gemeente

Artikel 1

Onder opvangvoorziening wordt verstaan: iedere natuurlijke of rechtspersoon buiten de gezinsomgeving waarin het kind leeft die de opvang organiseert van kinderen die nog niet in externaat en regelmatig naar de kleuterschool gaan.

Onder uitbating van de opvangvoorziening wordt verstaan: de organisatie met winstoogmerk of in het kader van een vereniging zonder winstoogmerk van de effectieve en regelmatige opvang in externaat van iedere natuurlijke of rechtspersoon buiten de gezinsomgeving waarin het kind dat nog niet naar de kleuterschool gaat leeft.

Onder bestuur wordt verstaan: de dienst van het gemeentebestuur die zal worden aangewezen om de in dit reglement bedoelde taken uit te voeren.

Artikel 2

Elke opvangvoorziening, behalve de gemeentelijke kinderdagverblijven van Vorst, die haar activiteiten wil uitoefenen op het grondgebied van de gemeente Vorst moet zich, voorafgaand aan het opstarten ervan, registreren bij het bestuur van de gemeente en het alle documenten bezorgen die aantonen dat ze alle voor haar uitbating vereiste toelatingen heeft verkregen.

Iedere opvangvoorziening, gevestigd op het grondgebied van de gemeente Vorst, die haar activiteiten stopzet, moet het bestuur hier onmiddellijk van op de hoogte brengen.

Artikel 3

Het bestuur houdt een bijgewerkt kadaster van alle op het gemeentelijke grondgebied uitgebate opvangvoorzieningen bij.

Artikel 4

Iedere opvangvoorziening waarvan de uitbating niet uitdrukkelijk werd toegelaten in toepassing van de wetgevingen en reglementeringen van de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is verboden op het gemeentelijke grondgebied.

Artikel 5

Het College van Burgemeester en Schepenen mag elke opvangvoorziening sluiten die de formaliteiten bedoeld in artikel 2 niet heeft vervuld of die niet over een toelating tot uitbating beschikt, afgeleverd in toepassing van de wetgevingen en reglementeringen van de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Het sluitingsbesluit blijft van kracht tot het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld heeft dat de opvangvoorziening bij het bestuur alle documenten heeft afgeleverd die aantonen dat ze alle toelatingen heeft verkregen die vereist zijn op basis van de wetgevingen en reglementeringen van de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Artikel 6

Alvorens de in artikel 5, 1^e lid, bedoelde maatregel te nemen, richt het College van Burgemeester en Schepenen een voorafgaande waarschuwing aan de opvangvoorziening, met een afschrift van dit reglement.

De voorafgaande waarschuwing wordt per aangetekend schrijven naar de opvangvoorziening gestuurd.

Binnen de vijf dagen na verzending van het aangetekende schrijven bedoeld in het 2e lid wordt de opvangvoorziening die niet spontaan haar uitbating heeft gestaakt per aangetekende brief opgeroepen om door het College van Burgemeester en Schepenen gehoord te worden.

Tussen de datum van verzending van de oproeping bedoeld in het 3e lid en de verschijning van de opvangvoorziening voor het College moet een termijn van minstens vijf werkdagen verlopen, gedurende dewelke het dossier bij het bestuur ter beschikking wordt gesteld van de opvangvoorziening binnen de uurregelingen aangegeven in de oproeping.

Tijdens haar verschijning voor het College van Burgemeester en Schepenen mag de opvangvoorziening, indien ze dit wenst, een procedurestuk indienen en bijgestaan worden door een raadsman van eigen keuze.

De beslissing genomen door het College wordt per aangetekende brief meegedeeld aan de opvangvoorziening.

Artikel 7

Alle opvangvoorzieningen die gestart waren met de uitbating vóór de inwerkingtreding van onderhavig reglement, beschikken over een termijn van vier maanden om de in artikel 2 bedoelde formaliteiten te vervullen.

Artikel 8

De inbreuken op dit reglement worden bestraft met een administratieve boete van maximaal 350 euro, volgens de procedure bepaald in artikel 4 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Isabelle Grippa entre en séance / treedt in zitting.

PERSONNEL - PERSONEEL

Organisation/Coordination - Organisatie/coördinatie

3 Personnel - Organigramme et cadre du département "prévention, sécurité et cohésion sociale".

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, en particulier l'art 145 "...Le conseil communal fixe :1 ° le cadre du personnel, qui comprend l'inventaire du nombre d'emplois statutaires répartis en cinq niveaux de A à E, et par grade;...";

Vu sa décision du 19 décembre 1995 relative au règlement communal de recrutement et d'avancement (approuvée le 1er mars 1996 par le ministère de la Région Bruxelles Capitale), en particulier chapitre I Statut Général du personnel, point 8 dénomination des grades);

Revu sa décision du 19 novembre 2013 adoptant le cadre administratif et technique et fixant l'organigramme des différents départements (dont celui du Service de la Prévention) ainsi que leur répartition en services ;

Vu la nécessité de réorganiser le Département de la Prévention, de la Sécurité et de la Cohésion sociale afin de répondre aux attentes des pouvoirs subsidiaires ;

Vu l'évolution des tâches à effectuer et les missions supplémentaires à accomplir par l'administration communale ;

Vu la nécessité d'adapter la structure du département de la prévention de la sécurité et de la cohésion sociale, afin de mieux répondre aux nouvelles missions et à l'intérêt général;

Vu l'avis motivé 2017/015 marquant le désaccord entre les autorités et les organisations syndicales, survenu lors du comité de concertation du 30 mai 2017 ;

DECIDE,

1) D'abroger le cadre du personnel du département de la prévention ainsi que sa répartition en services, voté en sa séance du 19 novembre 2013;

2) De fixer:

- le nouvel organigramme relatif au Département de la Prévention, de la Sécurité et de la Cohésion sociale et sa répartition en services, ainsi que
 - le cadre du personnel des services du département,
- présentés dans les annexes jointes à la présente décision (annexes : organigramme + cadre du personnel par service + dénominations des grades et fonctions par service).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Personeel - Organogram en personeelskader van de afdeling "preventie, veiligheid en sociale cohesie".

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder art 145 "...De gemeenteraad bepaalt: 1 ° de personeelsformatie, die een opsomming omvat van het aantal statutaire betrekkingen in vijf niveaus van A tot E, en per graad;..";

Gelet op zijn beslissing van 19 december 1995 betreffende het gemeentelijke aanwervings- en bevorderingsreglement (goedgekeurd op 1 maart 1996 door het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest), in het bijzonder hoofdstuk I Algemeen personeelsstatuut, punt 8 graadbenamingen);

Zijn beslissing van 19 november 2013 herzien tot goedkeuring van het personeelskader van het administratieve en technische personeel en tot vaststelling van het organogram van de verschillende afdelingen (waaronder die van de preventiedienst) alsook hun onderverdeling in diensten;

Overwegende de noodzaak om de Afdeling Preventie, Veiligheid en Sociale Cohesie te reorganiseren teneinde tegemoet te komen aan de verwachtingen van de subsidiërende overheden;

Gelet op de evolutie van de uit te voeren taken en de bijkomende opdrachten die vervuld moeten worden door het gemeentebestuur;

Gelet op de noodzaak om de structuur van de afdeling Preventie, Veiligheid en Sociale cohesie aan te passen teneinde de nieuwe opdrachten beter te kunnen invullen alsook het algemeen belang beter te kunnen dienen;

Gelet op het gemotiveerde advies nr. 2017/05 tot aanduiding van "niet-akkoord" tussen de overheden en de vakbondsorganisaties tijdens het overlegcomité van 30 mei 2017;

BESLIST,

1) Het personeelskader van de afdeling preventie alsook zijn onderverdeling in diensten, gestemd in op 19 november 2013, in te trekken;

2)

- Het nieuwe organogram van de Afdeling Preventie, Veiligheid en Sociale Cohesie vast te stellen alsook de verdeling ervan in diensten, evenals

- het personeelskader van de verschillende diensten van de afdeling,

zoals voorgesteld in de bijlagen toegevoegd aan deze beslissing (bijlagen: organogram + personeelskader per dienst + graad- en functiebenamingen per dienst).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Monsieur Ghyssels explique que ce cadre et organigramme ont été établis dans un esprit de transversalité entre les fonctions avec le maintien des spécificités des fonctions. Le procès-verbal de la négociation syndicale mentionne que l'application de l'organigramme et cadre n'a pas pour effet de modifier les fonctions des travailleurs dans leur ensemble et que l'employeur se charge d'établir les descriptions de fonctions et l'analyse de risque afférente, ce qui donne une garantie supplémentaire au travailleur. Le point sera approuvé tel quel mais un mandat sera donné au collège de retourner vers les délégations syndicales pour faire les modifications suivantes (un modèle des modifications proposées est sur les bancs) : un lien direct sera fait entre le Fonctionnaire de Prévention et le Service de la Cohésion Sociale, à l'exclusion de tout autre lien avec les autres cellules (ceci à la demande expresse du conseil et pour rassurer l'échevine) et quatre cases supplémentaires seront incluses dans la case « Présence Visible », cellule dont on peut changer le nom si souhaité. Ces cases supplémentaires sont les composantes de la cellule, à savoir : Gardiens des Espaces Publics, Educateurs, Animateurs socio-sportifs ... On reviendra au conseil communal avec les modifications après négociation syndicale, soit au mois de septembre au plus tôt, soit au mois d'octobre au plus tard.

Madame Huytebroeck dit qu'effectivement cet organigramme a suscité beaucoup de discussions et que c'est normal, car il s'agit d'un secteur important qui regroupe la prévention, qui a un lien avec la sécurité, avec les travailleurs de rue. Il avait depuis des années un besoin de revoir cet organigramme, ceci n'est pas et n'a pas été remis en cause par le groupe ECOLO. Le groupe a aussi noté qu'il s'agit d'une première étape puisqu'après il y aura des profils de fonction et une évaluation. Pourquoi est-ce qu'il y a eu des discussions ? Un organigramme est bien plus qu'un simple schéma sur papier, derrière ce schéma il y a des équipes qui doivent travailler dans la transversalité. Elle pense que le responsable de la prévention a bien insisté sur la transversalité, mais là où le groupe insiste est sur la spécificité des rôles de chacun, sur la complémentarité des métiers et que les uns n'ont pas les mêmes fonctions que les autres. Ce qui est proposé aujourd'hui peut agréer le groupe, dans le sens où il y a aujourd'hui un schéma qu'on ne peut pas changer puisqu'il faut un retour vers les délégations syndicales avec le secteur de la cohésion sociale qui doit travailler en lien direct avec la direction de la cohésion, sans être absorbée ou engloutie et en gardant son identité propre. Quant à la cellule intitulée « Présence Visible » qu'il vaudrait mieux appeler « Travail de rue », ECOLO propose de distinguer clairement d'une part les gardiens de la paix et de l'autre part les Travailleurs de rue (éducateurs entre autres). Car il est clair que leur travail est différent, les uns assurant surtout une présence en rue, les autres de par leur formation un accompagnement basé sur un vrai travail social soit de guidance, d'animation ou d'inclusion et cela en collaboration avec les associations plus spécialisées (Relais, maison des jeunes, maisons de quartier, maisons médicales...) et les autres cellules. Pour ECOLO cette dissociation est fondamentale pour assurer un travail réellement efficace de prévention, de cohésion et de sécurité

dans tous nos quartiers. Il ne lui a pas semblé que c'est une bonne vision des choses d'engloutir toutes ces cellules. S'il y a une cellule « travailleurs de rue » avec des sous-cellules, le groupe peut être d'accord, en attendant un retour vers les délégations syndicales et des profils de fonctions et des choses plus avancées.

Madame El Yousfi rejoint Madame Huytebroeck : Elle dit qu'il s'agit d'un débat qu'on mène depuis longtemps et elle salue l'avancée dans ce dossier et remercie le collègue pour son écoute. Elle comprend la nécessité de retourner vers les syndicats pour modifier le texte en l'état. Elle dit qu'en dehors de ce qui a été demandé au niveau de la cohésion sociale, l'essentiel dans la cellule « présence visible » est la transversalité, ce qui est demandé tant au niveau du collègue, tant au niveau du fonctionnaire de prévention. Pour elle, le nom de la cellule n'est pas important, bien qu'elle puisse comprendre que ça peut l'être pour d'autres. Mais cette transversalité ne peut pas être au détriment des spécificités des fonctions. Il faut bien distinguer les fonctions, il faut pouvoir permettre la transversalité tout en maintenant les spécificités des fonctions. Il faut éviter de courir le risque de diluer, de mélanger les fonctions, ce qui n'est pas très sein. Il faut bien distinguer les cellules tout en les permettant de travailler ensemble.

Monsieur Hacken remercie pour les propositions d'amendements par rapports aux questionnements de son groupe, questionnements qui étaient les mêmes que ceux des autres groupes, surtout au niveau de la présence visible. Il demande si concrètement, le collègue propose d'approuver l'organigramme tel qu'il est présenté avec un engagement de revenir vers le conseil après négociation syndicale et il veut connaître la raison pour laquelle il faut agir de la sorte. Et quid du délai de six mois pour évaluer comme proposé dans la correction.

Monsieur le Bourgmestre répond qu'on ne peut pas faire les corrections avant d'être repassé en concertation, mais qu'ainsi on dispose déjà d'un outil de travail et que cela nous permettra également de rentrer le dossier chez BPS. On proposera un nouveau délai pour l'évaluation après être revenu au conseil avec les modifications proposées.

Monsieur Borcy dit qu'il se réjouit qu'on ait un consensus après les nombreuses discussions en commission dans une ambiance qui n'a pas été très sereine. Il est d'avis qu'on a gonflé l'importance de cet organigramme, certains ont voulu faire dire à cet organigramme des choses qu'il ne voulait pas dire obligatoirement. L'importance est d'avoir un organigramme, même si celui-ci n'est pas parfait et qu'il faudra probablement corriger dans le futur. Avoir cet organigramme évitera de laisser travailler les agents dans « un flou artistique », de les faire travailler sans savoir dans quelle case ils se trouvent.

De heer Ghysels legt uit dat dit kader en organogram opgesteld werden in een geest van transversaliteit tussen de functies met het behoud van de eigenheden van de functies. Het proces-verbaal van de onderhandelingen met de vakbondsorganisaties vermeldt dat de toepassing van het

organogram en van het kader er niet toe leidt de functies van de werknemers in hun geheel te wijzigen en dat de werkgever ermee belast is de functiebeschrijvingen en de risicoanalyse op te stellen wat een bijkomende garantie biedt aan de werknemer. Het punt zal in de huidige vorm goedgekeurd worden maar het college zal de opdracht krijgen om terug contact op te nemen met de vakbondsafvaardigingen om de volgende wijzigingen aan te brengen (een model van de voorgestelde wijzigingen bevindt zich op de banken): er zal een rechtstreekse link gemaakt worden tussen de Preventieambtenaar en de Dienst Sociale Cohesie, met uitsluiting van elke andere link met de andere cellen (dit op uitdrukkelijk verzoek van de raad en om de schepen gerust te stellen) en er zullen vier bijkomende vakken ingesloten worden in het vak « Zichtbare Aanwezigheid », cel waarvan, indien gewenst, de naam gewijzigd kan worden. Deze bijkomende vakken zijn de onderdelen van de cel, namelijk: Parkwachters, Opvoeders, sociaal-sportieve animatoren... We zullen terugkomen naar de gemeenteraad met de wijzigingen na onderhandelingen met de vakbondsorganisaties, hetzij ten vroegste in de maand september, hetzij ten laatste in de maand oktober.

Mevrouw Huytebroeck zegt dat dit organogram inderdaad voor veel discussie heeft gezorgd en dat dit normaal is, want het gaat om een belangrijke sector die de preventiedienst, die een band heeft met de veiligheid, linkt aan de straathoekwerkers. Dit organogram moest reeds sinds jaren herzien worden, dit wordt en werd niet aan de kaak gesteld door de groep ECOLO. De groep heeft tevens genoteerd dat het hier gaat om een eerste stap want daarna volgen er functieprofielen en een evaluatie. Waarom zijn er discussies geweest? Een organogram is heel wat meer dan een eenvoudig schema op papier, achter dit schema zitten teams die transversaal moeten werken. Ze vindt dat de preventieverantwoordelijke goed de nadruk heeft gelegd op de transversaliteit, maar de groep benadrukt vooral de eigenheid van ieders rol, de complementariteit van de beroepen en dat de enen niet dezelfde functies hebben als de anderen. De groep kan instemmen met wat vandaag voorgesteld wordt, in die zin dat er vandaag een schema is dat niet veranderd kan worden want er moet teruggegaan worden naar de vakbondsafvaardigingen met de sector van de sociale cohesie die rechtstreeks moet samenwerken met de directie van de cohesie zonder daarbij te worden opgenomen of opgeslokt en waarbij zijn eigen identiteit behouden blijft. Wat betreft de cel met de naam « Zichtbare Aanwezigheid » die men beter « Straathoekwerk » zou noemen, stelt ECOLO voor om een duidelijk onderscheid te maken tussen enerzijds de gemeenschapswachten en anderzijds de Straathoekwerkers (opvoeders en andere). Want het is duidelijk dat hun werk verschillend is, aangezien de enen vooral zorgen voor een aanwezigheid op straat, terwijl de anderen door hun vorming instaan voor omkadering die gebaseerd is op een echt maatschappelijk werk hetzij van begeleiding, van animatie of van insluiting en dit in samenwerking met de meer gespecialiseerde verenigingen (Relais, jeugdhuis, buurthuizen, medische huizen...) en de andere cellen. Voor ECOLO is deze splitsing fundamenteel om een echt doeltreffend werk van preventie, cohesie en veiligheid in al onze wijken te verzekeren. Het lijkt hen geen goede visie van de zaken om al deze cellen op te slokken. Indien er een cel « straathoekwerkers » met subcellen is, kan de groep hiermee akkoord gaan, in afwachting van het teruggaan naar de vakbondsafvaardigingen en van meer gevorderde zaken en functieprofielen.

Mevrouw El Yousfi heeft dezelfde mening als mevrouw Huytebroeck: Ze zegt dat het hier gaat om een debat dat sinds lange tijd gevoerd wordt en ze is tevreden met de vorderingen in dit dossier en dankt het college voor zijn luisterbereidheid. Ze begrijpt de noodzaak om terug te gaan naar de vakbondsorganisaties om de huidige staat van de tekst te wijzigen. Ze zegt dat, buiten wat verzocht werd op het gebied van sociale cohesie, het belangrijkste in de cel « zichtbare aanwezigheid » de transversaliteit is, wat zowel door het college als door de preventieambtenaar wordt gevraagd. Voor haar heeft de naam van de cel geen enkel belang, hoewel ze kan begrijpen dat dit voor anderen niet het geval is. Maar deze transversaliteit mag niet ten koste van de eigenheden van de functies gaan. Er moet een duidelijk onderscheid gemaakt worden tussen de functies, transversaliteit moet kunnen bestaan terwijl toch de eigenheden van de functies worden behouden. Men moet vermijden het risico te lopen om de functies te verwateren of te mengen wat niet erg gezond is. De cellen moeten goed onderscheiden worden en toch in staat gesteld worden om samen te werken.

De heer Hacken dankt voor de amendementsvoorstellen met betrekking tot de bevragingen van zijn groep, bevragingen die dezelfde waren als die van de andere groepen, vooral wat betreft de zichtbare aanwezigheid. Hij vraagt of het college concreet voorstelt om het organogram in de huidige staat goed te keuren met de verbintenis om terug te komen naar de raad na onderhandelingen met de vakbondsorganisaties en hij wil de redenen kennen waarom zo gehandeld moet worden. En hoe zit het met de termijn van zes maanden om een evaluatie te doen zoals voorgesteld in de verbetering.

De heer Burgemeester antwoordt dat we geen verbeteringen kunnen aanbrengen vooraleer opnieuw overleg gepleegd is, maar dat we zo reeds beschikken over een werkinstrument en dat dit ons tevens in staat zal stellen om het dossier in te dienen bij BPV. We zullen een nieuwe termijn voor de evaluatie voorstellen nadat we teruggekomen zijn naar de raad met de voorgestelde wijzigingen.

De heer Borcy zegt verheugd te zijn dat we een consensus bereikt hebben na de talrijke discussies in de commissie in een sfeer die niet erg sereen geweest is. Hij is van mening dat het belang van dit organogram opgeblazen werd, sommigen hebben getracht dit organogram dingen te laten zeggen die het niet noodzakelijk wilde zeggen. Het belangrijkste is een organogram te hebben, ook al is het niet perfect en moet het waarschijnlijk in de toekomst verbeterd worden. Het bestaan van dit organogram zal vermijden de agenten te laten werken in « een artistieke wazigheid », ze te laten werken zonder dat ze weten in welk vak ze zich bevinden.

6 annexes / 6 bijlagen

PRÉVENTION & COHÉSION SOCIALE - PREVENTIE & SOCIALE COHESIE

Coordination générale - Algemene coördinatie

4 Service de Prévention – Coordination générale – Asbl TRANSIT – Convention 2017 – Budget fédéral – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14 novembre 1983 sur les subventions accordées en vue de promouvoir les activités utiles à l'intérêt général ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 28 janvier 1985, prise en application de la loi du 14 novembre 1983 précitée ;

Considérant que l'A.S.B.L. TRANSIT reprise dans la décision ci-dessus a entièrement rempli les obligations prévues par ladite loi et par la délibération du Conseil Communal précitée ;

DECIDE,

D'approuver les termes de la convention ci-jointe conclue pour l'année 2017 entre la Commune de Forest et l'Asbl. TRANSIT.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Preventiedienst - Algemene coördinatie - Vzw TRANSIT - Overeenkomst 2017 - Federale begroting – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14 november 1983 op de toelagen toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten;

Gelet op de besluit van de Gemeenteraad van 28 januari 1985, genomen in toepassing van voormelde wet van 14 november 1983;

Overwegende dat de V.Z.W. TRANSIT, vermeld in bovenstaand besluit, de verplichtingen voorzien door voormelde wet en door de voornoemde beslissing van de Gemeenteraad volledig heeft vervuld;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van de hierbij gevoegde overeenkomst afgesloten voor het jaar 2017 tussen de Gemeente Vorst en de Vzw TRANSIT.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

5 Service de Prévention – Convention de partenariat dans le cadre du Plan bruxellois de Prévention et de Proximité 2016-2019 avec la Commune d’Uccle – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la proximité territoriale entre la commune d’Uccle et la commune de Forest ;

Vu la complexification des problèmes sociaux et sécuritaires qui touchent les deux communes et qu’il est essentiel que les différentes instances de prévention concernées se connaissent, échangent des informations et travaillent ensemble sur les quartiers mitoyens ;

Considérant les missions du Service de Prévention, notamment la lutte contre la délinquance juvénile, le développement des liens sociaux de proximité et la lutte contre le sentiment d’insécurité ;

Vu l’importance d’élargir le champ d’action des gardiens de la paix des deux communes, notamment dans les quartiers mitoyens pour une meilleure efficacité ;

DECIDE,

D’approuver les termes de la convention ci-jointe conclue entre la Commune de Forest et la Commune d’Uccle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Preventiedienst – Samenwerkingsovereenkomst in het kader van het Brussels Preventie- en Buurtplan 2016-2019 met de Gemeente Ukkel – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de territoriale nabijheid tussen de gemeente Ukkel en de gemeente Vorst;

Gelet op de toenemende complexiteit van de sociale en veiligheidsproblemen in de twee gemeenten en

dat het van essentieel belang is dat de verschillende betrokken preventie-instanties elkaar kennen, informatie uitwisselen en samenwerken in de tussenbeide liggende wijken;

Overwegende de opdrachten van de Preventiedienst, ondermeer de strijd tegen de jeugdcriminaliteit, de ontwikkeling van de sociale banden in de buurt en de strijd tegen het gevoel van onveiligheid;

Gelet op het belang om het werkkterrein van de gemeenschapswachten van de twee gemeenten uit te breiden, ondermeer in de wijken tussen beide gemeenten voor een betere doeltreffendheid;

BESLIST,

De bepalingen van de hierbij gevoegde overeenkomst afgesloten tussen de Gemeente Vorst en de Gemeente Ukkel goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

ORGANISATION - ORGANISATIE

Police Administrative - Administratieve Politie

- 6 **SAC - Désignation d'agent constatateur communal pour dresser des constats d'infractions aux dispositions du Règlement Général de Police conformément à l'article 21 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 119, 119bis, 133 et 135 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 sur les sanctions administratives communales, plus particulièrement l'article 21§4 ;

Considérant que l'article 21§4 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions communales dispose que :

« les infractions visées à l'article 3,3°, ne peuvent être constatées que par les personnes suivantes :

1° les personnes visées à l'article 20 ;

2° les agents communaux visés à l'article 21, & 1^{er}, ... »

Considérant que la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions communales dispose que : « *Les infractions qui peuvent uniquement faire l'objet de sanctions administratives peuvent également faire l'objet d'un constat par les personnes suivantes : (...)les agents communaux qui répondent aux conditions minimales fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence, et désignés à cette fin par le conseil communal....* » ;

Considérant que Monsieur **Samir MAHLA**, assistant administratif statutaire répond aux conditions minimales fixés par le Roi et a suivi la formation adéquate visée à l'article 21 de la loi du 24 juin 2013 (**module 5**) ;

DECIDE :

De désigner Monsieur **Samir MAHLA**, assistant administratif statutaire pour dresser constat en cas d'infraction aux articles 125 à 149 du Règlement général de police qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

GAS - Aanduiding van gemeentelijk agent-vaststeller om inbreuken vast te stellen op de bepalingen van het Algemeen Politiereglement in overeenstemming met artikel 21 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en inzonderheid artikelen 119, 119bis, 133 en 135;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, meer bepaald artikel 21 §4;

Overwegende dat artikel 21 §4 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties bepaalt dat:

« *de inbreuken bedoeld in artikel 3, 3° kunnen uitsluitend vastgesteld worden door de volgende personen:*

1° de personen bedoeld in artikel 20;

2° de gemeenteambtenaren bedoeld in artikel 21, §1, ... »

Overwegende dat de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties het volgende bepaalt: « *De inbreuken die uitsluitend het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve sancties kunnen eveneens worden vastgesteld door de volgende personen: (...)de gemeenteambtenaren die voldoen aan de door de Koning vastgelegde minimumvoorwaarden, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad inzake selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid, en die daartoe door de gemeenteraad werden aangesteld....* »;

Overwegende dat de heer **Samir MAHLA**, statutair administratief assistent, beantwoordt aan de door de Koning vastgelegde minimumvoorwaarden en de gepaste opleiding bedoeld in artikel 21 van de wet van 24 juni 2013 (**module 5**) heeft gevolgd;

BESLIST:

De heer **Samir MAHLA**, statutair administratief assistent, aan te duiden om vaststellingen te doen in geval van inbreuken op artikelen 125 tot 149 van het Algemeen Politiereglement die het voorwerp kunnen uitmaken van administratieve sancties.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Urbanisme - Stedenbouw

7 Urbanisme – Alignements – Approbation provisoire – Tableau provisoire des expropriations – Mise à enquête publique.

LE CONSEIL,

Considérant qu'un inventaire des plans d'alignement d'application sur Forest a été réalisé par le service de l'Urbanisme ;

Considérant que suite à cet inventaire un report de ces alignements a été entamé sur le fond de plan UrBIS TOPO version 2015, levé topographique régional sur base d'ortho photos ;

Considérant qu'il a été constaté que les méthodes de mesures utilisées fin 1800 – début 1900 pour les plus anciens levés ne permettent pas de faire un report fiable sur les fonds de plan actuels ;

Considérant qu'il est apparu que des tracés de voiries ont été réalisés en non-respect de ces plans d'alignement ; que des incertitudes juridiques en résultent, des parcelles privées et des immeubles se trouvent en domaine public et vice-versa ;

Considérant qu'il a été constaté que pour le Plan Particulier d'Affectation du Sol n°3 « Champs des Grenouilles » si des nouveaux alignements ont été prévus, il n'a pas été explicitement mentionné l'abrogation d'alignements existants ; que les alignements décrétés par le susdit PPAS n'ont pas tenu

compte des alignements existants hors périmètre du PPAS ; qu'il en résulte une insécurité juridique ;

Considérant qu'il a été constaté qu'après approbation du Plan Particulier d'Affectation du Sol n°12 « Anciens Etangs/Soierie » la procédure prévue à l'époque par la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme de 1962 en son article 16 n'a pas été suivie ; qu'il en résulte une insécurité juridique au niveau des voiries et que des parcelles privées existent toujours dans le domaine public ;

Considérant qu'une clarification des différentes zones de recul s'avère également nécessaire afin de définir plus clairement le front de bâtisse notamment le long du boulevard de la Deuxième Armée Britannique ;

Considérant qu'il n'existe aucun plan d'alignement entre le square Emile des Grées du Lou et le boulevard de l'Humanité ; que la voirie se trouve toujours sur fond privé ; qu'il en résulte une insécurité juridique notamment en matière de police ;

Vu les nouvelles voiries décrétées par permis de lotir ;

Vu l'article 277 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ;

Considérant au vu de ce qui précède qu'il est d'une part indispensable d'établir une situation zéro, remettant à plat l'ensemble des alignements sur base d'un fond de plan tel qu'UrBIS TOPO version 2015, recollant ainsi tous les alignements et d'autre part qu'il est nécessaire d'abroger intégralement tous les alignements existants sur le territoire de la commune de Forest, quelle que soit l'autorité qui les a décrétés; que seuls sont maintenues les expropriations non réalisées que ces arrêtés prévoyaient ;

Considérant qu'il est toujours possible que le plan UrBIS TOPO présente des imprécisions sur le report au sol des gabarits des immeubles et des clôtures à rue et que dans ce cas précis, le ou les permis d'urbanisme relatif aux constructions visées par ce cas feront foi ;

Considérant qu'il est apparu lors de ce travail que la précision d'un tel plan ne sera pas meilleure que 20 cm et qu'il convient de déclarer les largeurs de voirie et de zones de recul comme seules dimensions ayant valeurs règlementaires ;

Considérant qu'il est également apparu que certains groupes de bâtiments n'ont pas été construits en respectant la continuité et la largeur de l'alignement décrété ; dans ce cas, la reconstruction des immeubles devra se faire en respect de l'alignement défini uniquement lorsque la ou les demandes de permis d'urbanisme déposées simultanément concerneront l'ensemble de ce groupe d'immeubles ;

Considérant que lors de la mise en œuvre du permis d'urbanisme réaménageant le boulevard de la Deuxième armée britannique, voirie régionale, à hauteur du 591 un rond-point a été réalisé modifiant les accès au centre logistique d'AUDI ; que de ce fait une portion de cette parcelle doit être encore versée dans le domaine public et donc expropriée ;

Considérant qu'une seule nouvelle zone d'expropriation est décrétée et concerne le débouché de

l'avenue des Huileries sur la chaussée de Neerstalle afin d'y aménager un carrefour et un espace public ;

Considérant que les zones d'expropriation décrétées antérieurement sont maintenues et concernent la partie avant des immeubles situés du n°11 au n°23 de la chaussée de Neerstalle et du n° 420 au n° 428 de l'avenue Van Volxem ;

Considérant que le tronçon du boulevard de la Deuxième armée britannique entre le rond-point de la rue Saint-Denis et la rue des Anciens Etangs n'a plus de raison d'être ; qu'il en va de même pour un tronçon de la rue des Anciens Etangs le long de l'usine AUDI ; que ces deux tronçons de voirie peuvent être désaffectés et qu'il peut être proposé à AUDI le rachat du fond ;

Considérant que le projet de plan d'alignement général pour l'ensemble du territoire de la commune de Forest n'a aucun impact sur quelque propriété que ce soit hormis les deux nouvelles zones d'expropriation mentionnées ci-avant;

DECIDE

D'approuver provisoirement le plan d'alignement général pour l'ensemble du territoire de la commune de Forest ;

D'approuver provisoirement le tableau d'expropriation comprenant les expropriations résultantes d'anciens plans, repris pour mémoire, et l'expropriation envisagée au débouché de l'avenue des Huileries et de la chaussée de Neerstalle ainsi que l'accès au centre logistique d'AUDI le long du boulevard de la Deuxième Armée Britannique;

De soumettre à enquête publique d'un mois le projet de plan d'alignements et le tableau des expropriations ;

De soumettre au Conseil Communal pour adoption définitive le plan et les éventuelles réclamations / observations parvenues à l'administration au terme de l'enquête publique, et d'arrêter le plan d'alignement général pour l'ensemble du territoire de la commune de Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Stedenbouw – Rooilijnen – Voorlopige goedkeuring – Voorlopige tabel van de onteigeningen – Onderwerping aan openbaar onderzoek.

DE RAAD,

Overwegende dat er een inventaris van de rooilijnplannen van toepassing in Vorst werd opgesteld door de dienst Stedenbouw;

Overwegende dat er volgend op deze inventaris begonnen werd met een verschuiving van deze

rooilijnen op de basiskaart UrBIS TOPO, versie 2015, gewestelijke topografische opmeting op basis van orthofoto's;

Overwegende dat vastgesteld werd dat de opmetingsmethoden die voor de oudste opmetingen eind jaren 1800, begin jaren 1900 werden gebruikt, ons niet in staat stellen op de huidige basiskaarten een betrouwbare verschuiving uit te voeren;

Overwegende dat gebleken is dat er wegetrajecten tot stand werden gebracht zonder deze rooilijnplannen na te leven; dat hieruit juridische onzekerheden voortvloeien, aangezien er zich in het openbare domein private percelen en gebouwen bevinden en vice versa;

Overwegende dat voor dat Bijzonder Bestemmingsplan nr. 3 'Vorsenzang' vastgesteld werd dat, hoewel er nieuwe rooilijnen waren voorzien, de afwijking van de bestaande rooilijnen niet expliciet vermeld werd; dat de rooilijnen die met bovenvermeld BBP afgekondigd werden geen rekening hielden met de bestaande rooilijnen buiten de perimeter van het BBP; dat hieruit een juridische onzekerheid voortvloeit;

Overwegende dat vastgesteld werd dat, na goedkeuring van Bijzonder Bestemmingsplan nr. 12 'Oude Vijvers/Zijdewevertij', de procedure die destijds voorzien werd door de Wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw van 1962 en haar artikel 16 niet gevolgd werd; dat hieruit een juridische onzekerheid voortvloeit op vlak van de openbare weg en dat er nog steeds private percelen zijn die zich in het openbare domein bevinden;

Overwegende dat een verduidelijking van de verschillende inspringstroken tevens noodzakelijk blijkt teneinde de bouwlijn duidelijker te bepalen, i.h.b. langs de Britse Tweedelegerlaan;

Overwegende dat er tussen de Emile des Grées du Lousquare en de Humaniteitslaan geen rooilijnplan bestaat; dat de weg zich nog steeds op privéterrein bevindt; dat hieruit een juridische onzekerheid voortvloeit, i.h.b. op politievak;

Gelet op de nieuwe verkavelingsvergunningen;

Gelet op artikel 277 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO);

Overwegende enerzijds dat het, gelet op het voorgaande, onontbeerlijk is een nulsituatie vast te stellen door alle rooilijnen grondig te onderzoeken op basis van een basiskaart zoals UrBIS TOPO versie 2015 en zo alle rooilijnen opnieuw opnieuw te doen aansluiten, en anderzijds dat het noodzakelijk is alle bestaande rooilijnen op het grondgebied van de gemeente Vorst in te trekken, ongeacht de overheid die ze heeft afgekondigd; dat enkel de niet-uitgevoerde onteigeningen die deze besluiten voorzagen behouden blijven;

Overwegende dat het nog steeds mogelijk is dat het UrBIS TOPO-plan onnauwkeurigheden vertoont over de verschuiving t.o.v. de grond van het profiel van de gebouwen en de afsluitingen aan de straatkant en dat in dit geval de stedenbouwkundige vergunning(en) met betrekking tot de in dit geval

bedoelde constructies rechtsgeldig is/zijn;

Overwegende dat tijdens dit werk gebleken is dat de precisie van een dergelijke kaart niet groter zal zijn dan 20 cm en dat het aangewezen is de wegbreedten en de inspringstroken tot enige afmetingen met reglementaire waarde te verklaren;

Overwegende dat tevens is gebleken dat bepaalde groepen gebouwen niet gebouwd werden in naleving van de continuïteit en de breedte van de afgekondigde rooilijn; in dat geval moeten de gebouwen enkel herbouwd worden in naleving van de bepaalde rooilijn wanneer de gelijktijdig ingediende stedenbouwkundige vergunning(en) betrekking hebben op deze hele groep gebouwen;

Overwegende dat, tijdens de uitvoering van de stedenbouwkundige vergunning voor de heraanleg van de Britse Tweedelegerlaan, die een gewestweg is, ter hoogte van nr. 591 een rotonde werd gecreëerd die de toegangen tot het logistieke centrum van AUDI wijzigde; dat daarom een gedeelte van dit perceel nog aan het openbare domein toegevoegd moet worden en dus onteigend moet worden;

Overwegende dat er een nieuw onteigeningsgebied werd afgekondigd en dat dit betrekking heeft op de uitgang van de Olieslagerijlaan op de Neerstalsesteenweg teneinde er een kruispunt en een openbare ruimte te creëren;

Overwegende dat de eerder afgekondigde onteigeningsgebieden behouden blijven en betrekking hebben op het gedeelte dat zich van nr. 11 tot nr. 23 van de Neerstalsesteenweg en van nr. 420 tot nr. 428 van de Van Volxemlaan bevindt;

Overwegende dat de strook van de Britse Tweedelegerlaan tussen de rotonde van de Sint-Denijsstraat en de Oude Vijversstraat geen bestaansreden meer heeft; dat hetzelfde geldt voor een strook van de Oude Vijversstraat langs de AUDI-fabriek; dat de bestemming van deze beide wegstroken gewijzigd kan worden en aan AUDI voorgesteld kan worden de grond over te nemen;

Overwegende dat het ontwerp van algemeen rooilijnplan voor het gehele grondgebied van de gemeente Vorst geen enkele weerslag op enig eigendom heeft, uitgezonderd beide bovenvermelde nieuwe onteigeningsgebieden;

BESLIST

Voorlopig goedkeuring te verlenen aan het algemene rooilijnplan voor het geheel van het grondgebied van de gemeente Vorst;

Voorlopig goedkeuring te verlenen aan de tabel van de onteigeningen met inbegrip van de onteigeningen die voortvloeien uit oude kaarten, opgenomen ter herinnering, en de overwogen onteigening aan het uiteinde van de Olieslagerijlaan en de Neerstalsesteenweg evenals de toegang tot het logistieke centrum van AUDI langs de Britse Tweedelegerlaan;

Het rooilijnplan en de tabel van de onteigeningen een maand lang te onderwerpen aan een openbaar

onderzoek;

Na afloop van het openbare onderzoek het plan en de eventuele bij het bestuur toegekomen klachten/opmerkingen ter definitieve goedkeuring aan de Gemeenteraad voor te leggen en het algemene rooilijnplan voor het geheel van het grondgebied van de gemeente Vorst vast te stellen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Logements - Huisvesting

8 Logement – Projet « des logements sûrs, sains et accessibles grâce au droit de gestion publique » - Convention cadre avec l'Agence Immobilière Sociale de Forest (AISF) et de la convention type avec le titulaire de droits réels – Changements de noms et de contenu - Mandats au collègue.

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 21 juin 2016 approuvant la convention cadre avec l'Agence Immobilière Sociale de Forest (AISF) et la convention type avec le titulaire de droits réels et donnant mandats au collègue pour signer ;

Vu l'avis de la cellule en charge des logements inoccupés au Service Public Régional sur le projet de convention cadre avec l'AISF pour la gestion publique de logements transmis par courriel au service logement de la Commune le 8 juin 2016 ;

Considérant que cet avis est parvenu trop tard pour permettre de modifier les conventions annexées à la décision du Conseil susvisée ;

Considérant que cet avis propose de nommer la convention cadre avec l'AISF « convention sur les principes régissant la gestion publique de logements dans le cadre du contrat de quartier durable Abbaye », ci-après dénommée la convention, et de nommer la convention type avec le titulaire de droits réels, « contrat de gestion publique avec travaux », ci-après dénommé contrat type ;

Considérant que l'avis suggère de remplacer dans la convention à l'art 1 § 1 « dans le périmètre du contrat de quartier Abbaye » par « dans le cadre du contrat de quartier Abbaye » ;

Considérant que l'avis propose des modifications à l'exposé d'introduction de la convention mais que celui-ci peut-être simplifié en faisant référence à la décision susvisée et à la présente décision

modificative sans que cela affecte le dispositif contractuel ;

Considérant que l'avis suggère de préciser à l'article 1.b) de la convention qu'il s'agit des normes de sécurité, de salubrité et d'équipement « des logements du Code Bruxellois du Logement » ;

Considérant qu'à l'art 2 §4 de la convention, l'avis propose de supprimer « pour le titulaire du droit réel » et d'ajouter la phrase, « Le montant des primes à la rénovation obtenues par l' AISF viendront en déduction du montant du coût des travaux réalisés pour remettre le logement en location. »; ces modifications clarifient le rôle de l' AISF vis-à-vis d'éventuelles primes à la rénovation pour ces travaux ;

Considérant que l'art 2 § 6 de la convention l'avis propose d'ajouter après contrat de location « conclu avec le titulaire d'un droit réel principal" ;

Considérant qu'à l'art 2 § 8 de la convention l'avis propose de remplacer « propriétaire » par « titulaire d'un droit réel principal sur le logement », ce libellé étant préférable car il inclut aussi l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier du logement ;

Considérant que l'avis susvisé ne tenait pas compte du modèle de contrat de gestion publique avec travaux annexé à l'arrêté du 19 février 2004 et qu'une nouvelle consultation juridique a été sollicitée auprès du juriste de l'Inspection Régionale du Logement auteur de l'avis précédent ;

Vu l'avis du juriste de l'Inspection Régionale du Logement sur le projet de contrat-type entre le titulaire de droits réels et la Commune parvenu par courriel au service logement de la Commune le 31 mai 2017 ;

Considérant que cet avis propose de réécrire en grande partie le contrat-type ;

Considérant qu'aucun contrat de gestion publique n'a été signé sur base de ce contrat type précédemment approuvé ;

Considérant que la Convention avec l' AISF n'a pas été signée en attendant l'avis définitif de la Région sur le dispositif juridique ;

DECIDE,

D'approuver la convention entre la commune de Forest et l'ASBL AISF, sur les principes régissant la gestion publique de logements dans le périmètre du contrat de quartier durable Abbaye, telle qu'en annexe, qui remplace la convention approuvée le 21 Juin 2016 ;

de donner pouvoir au collège des bourgmestre et échevins, représenté par le bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, de signer ladite convention;

d'approuver le contrat type de gestion publique avec travaux à signer avec le titulaire de droit réel sur

le logement pris en gestion, tel qu'en annexe, qui remplace la convention-type approuvée par décision du 21 Juin 2016;

de donner pouvoir au collège des bourgmestre et échevins, représenté par le bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, d'approuver et de signer les contrats de gestion publique avec travaux suivant le contrat type.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Huisvesting – Project « van veilige, gezonde en toegankelijke woningen dankzij het openbaar beheersrecht » - Kaderovereenkomst met het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst (SVKV) en standaardovereenkomst met de houder van zakelijk rechten – Wijzigingen van namen en inhoud - Machtiging van het college.

DE RAAD,

Zijn beslissing van 21 juni 2016 herzien tot goedkeuring van de kaderovereenkomst met het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst (SVKV) en van de standaardovereenkomst met de houder van zakelijke rechten en tot machtiging van het college om te ondertekenen ;

Gelet op het advies van de cel bevoegd voor onbewoonde panden aan de Gewestelijke Overheidsdienst over het ontwerp van kaderovereenkomst met het SVKV voor het openbaar beheer van woningen, per mail overgemaakt aan de huisvestingsdienst van de Gemeente op 8 juni 2016 ;

Overwegende dat dit advies ons te laat bereikt heeft om de overeenkomsten opgenomen in bijlage bij de bovenvermelde beslissing van de Raad nog te wijzigen ;

Overwegende dat dit advies voorstelt om de kaderovereenkomst met het SVKV « overeenkomst over de beginselen van toepassing op het openbaar beheer van woningen in het kader van het duurzame wijkcontract Abdij » te noemen, hierna de overeenkomst genoemd, en om de standaardovereenkomst met de houder van zakelijke rechten « overeenkomst van openbaar beheer met de uitvoering van werken » te noemen, hierna standaardovereenkomst genoemd ;

Overwegende dat het advies suggereert om in de overeenkomst in art 1 §1 « in de perimeter van het wijkcontract Abdij » te vervangen door « in het kader van het wijkcontract Abdij » ;

Overwegende dat het advies wijzigingen voorstelt aan de inleidende uiteenzetting van de overeenkomst maar dat deze vereenvoudigd kan worden door te verwijzen naar de bovenvermelde beslissing en naar de huidige wijzigende beslissing zonder dat dit een invloed heeft op de contractuele bepalingen ;

Overwegende dat het advies suggereert om in artikel 1.b) van de overeenkomst te verduidelijken dat het gaat om de normen inzake veiligheid, gezondheid en uitrustingen « van de woningen van de

Brusselse Huisvestingscode » ;

Overwegende dat het advies voorstelt om in art 2 §4 van de overeenkomst « voor de houder van zakelijk recht » te schrappen en de zin « Het bedrag van de door het SVKV verkregen renovatiepremies wordt afgetrokken van het bedrag van de kostprijs van de werkzaamheden uitgevoerd om de woning opnieuw verhuurbaar te maken. » toe te voegen; deze wijzigingen verduidelijken de rol van het SVKV ten aanzien van eventuele renovatiepremies voor deze werkzaamheden ;

Overwegende dat het advies voorstelt om in art 2 §6 van de overeenkomst « afgesloten met de houder van een zakelijk hoofdrecht » toe te voegen na huurovereenkomst ;

Overwegende dat het advies voorstelt om in art 2 §8 van de overeenkomst « eigenaar » te vervangen door « houder van een zakelijk hoofdrecht op de woning »; deze benaming is beter want ze omvat ook de erfpachter, de opstalhouder of de vruchtgebruiker van de woning ;

Overwegende dat het bovengenoemde advies geen rekening hield met het model van overeenkomst van openbaar beheer met uitvoering van werken, opgenomen in bijlage bij het besluit van 19 februari 2004 en dat er een nieuwe juridische raadpleging gevraagd werd bij de jurist van de Gewestelijke Huisvestingsinspectie, auteur van het voorgaande advies ;

Gelet op het advies van de jurist van de Gewestelijke Huisvestingsinspectie over het ontwerp van standaardovereenkomst tussen de houder van zakelijke rechten en de Gemeente, per e-mail ontvangen op de huisvestingsdienst van de Gemeente op 31 mei 2017 ;

Overwegende dat dit advies voorstelt om de standaardovereenkomst grotendeels te herschrijven ;

Overwegende dat er geen enkele overeenkomst van openbaar beheer ondertekend werd op basis van deze eerder goedgekeurde standaardovereenkomst ;

Overwegende dat de Overeenkomst met het SVKV niet ondertekend werd in afwachting van het definitieve advies van het Gewest over de juridische kant ;

BESLIST :

goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst tussen de gemeente Vorst en de VZW SVKV over de beginselen van toepassing op het openbaar beheer van woningen in het kader van het duurzame wijkcontract Abdij, zoals opgenomen in bijlage, die de overeenkomst goedgekeurd op 21 juni 2016 vervangt ;

het college van burgemeester en schepenen, vertegenwoordigd door de burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de voornoemde overeenkomst te ondertekenen ;

goedkeuring te verlenen aan de standaardovereenkomst van openbaar beheer met uitvoering van werken te ondertekenen met de houder van een zakelijk recht op de woning die in beheer genomen wordt, zoals opgenomen in bijlage, die de standaardovereenkomst goedgekeurd bij beslissing van 21 juni 2016 vervangt ;

het college van burgemeester en schepenen, vertegenwoordigd door de burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de overeenkomsten van openbaar beheer met uitvoering van werken goed te keuren en te ondertekenen volgens de standaardovereenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Centrale d'achat / Economat - Centraal Aankoop / Economaat

9 Service central d'achats - Marchés publics divers - Approbation des conditions et du mode de passation des marchés - Application de l'article 234, al. 3 de la nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, alinéa 3 de la Nouvelle loi communale en vertu duquel le conseil est informé des décisions du collège portant sur le choix du mode de passation et la fixation des conditions des marchés de travaux, de fournitures et de services que le collège a prises sur base de l'habilitation qui lui est conférée par cet alinéa ;

Considérant que les températures peuvent être très élevées au dernier étage du 112 chaussée de Bruxelles, en particulier dans le bureau de la cellule des architectes communaux situé sous le toit, et que dans le cadre de la lutte contre la surchauffe des locaux, il est nécessaire de faire l'acquisition d'un conditionnement d'air mobile (nouvel investissement) ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 1^{er} juin 2017 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « Achat d'un conditionnement d'air mobile » par procédure négociée par facture acceptée, au montant estimé de 800 € hors TVA (968 € TVA comprise) ;

Considérant que le marché d'huissiers de justice est venu à expiration et qu'il est important de le

relancer afin de recouvrer les créances impayées de la commune de Forest et de signifier les cessations de cohabitation légale ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 8 juin 2017 de passer un marché de services ayant pour objet « Désignation d'huissier(s) de justice » par procédure négociée sans publicité, au montant estimé de 74.380,14 € par an hors TVA, soit pour deux ans 148.760,28 € hors TVA (180.000 € TVA comprise) ;

Considérant qu'en raison de son objet et de son impact dans le temps, le marché ci-dessus ne peut, conformément à la jurisprudence récente et aux recommandations de Bruxelles Pouvoirs locaux, être considéré comme relevant de la gestion journalière de la commune et doit dès lors être soumis au conseil communal pour information, indépendamment du fait qu'il relève du service ordinaire du budget (pas de délégation du conseil communal au collège des Bourgmestre et Échevins prévue à l'article 234, al. 2 de la Nouvelle loi communale et application de l'article 234, al. 3) ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1^{er}, 1^o, a ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des bourgmestre et échevins :

1. décision du 1er juin 2017 de passer un marché de fournitures ayant pour objet « Achat d'un conditionnement d'air mobile » par procédure négociée par facture acceptée, au montant estimé de 800 € hors TVA (968 € TVA comprise) ;

2. décision du 8 juin 2017 de passer un marché de services ayant pour objet « Désignation d'huissier(s) de justice » par procédure négociée sans publicité, au montant estimé de 74.380,14 € par an hors TVA, soit pour deux ans 148.760,28 € hors TVA (180.000 € TVA comprise).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Centrale aankoopdienst - Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdrachten - Toepassing van artikel 234, 3de lid

van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet krachtens hetwelk de Gemeenteraad in kennis gesteld wordt van de beslissingen, wat betreft de keuze van de gunningswijze en de vaststelling van de lastvoorwaarden van de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, die het College genomen heeft op basis van de bevoegdheid die het door dit lid wordt toegekend;

Overwegende dat de temperaturen op de hoogste verdieping van de Brusselsesteenweg 112 zeer hoog kunnen oplopen, in het bijzonder in het kantoor van de cel van de gemeentelijke architecten gelegen onder het dak, en dat het in het kader van de strijd tegen de oververhitting van de lokalen noodzakelijk is om een mobiele airconditioner aan te kopen (nieuwe investering);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 juni 2017 om een opdracht voor leveringen op te starten met als voorwerp “Aankoop van een mobiele airconditioner” via onderhandelingsprocedure met aanvaarde factuur, voor het geraamde bedrag van 800 € excl. BTW (968 € BTW inbegrepen);

Overwegende dat de opdracht van gerechtsdeurwaarders geëindigd is en dat het belangrijk is om ze herop te starten om de onbetaalde schuldvorderingen van de gemeente Vorst te innen en om de beëindigingen van wettelijk samenwonen te betekenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 juni 2017 om een opdracht voor diensten op te starten met als voorwerp “Aanduiding van gerechtsdeurwaarder(s)” via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 74.380,14 € excl. BTW per jaar, of voor twee jaar 148.760,28 € excl. BTW (180.000 € BTW inbegrepen);

Overwegende dat de hierboven opdracht, omwille van het voorwerp ervan en de impact in de tijd, conform de recente rechtspraak en de aanbevelingen van Brussel Plaatselijke Besturen, niet kan worden beschouwd als vallende onder het dagelijkse beheer van de gemeente en bijgevolg aan de gemeenteraad ter kennisneming moeten worden voorgelegd, onafhankelijk van het feit dat ze behoort tot de gewone dienst van de begroting (geen delegatie van de gemeenteraad aan het college van Burgemeester en Schepenen voorzien in artikel 234, 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet en toepassing van artikel 234, 3de lid);

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 1, 1^o, a;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. beslissing van 1 juni 2017 om een opdracht voor leveringen op te starten met als voorwerp "Aankoop van een mobiele airconditioner" via onderhandelingsprocedure met aanvaarde factuur, voor het geraamde bedrag van 800 € excl. BTW (968 € BTW inbegrepen);

2. beslissing van 8 juni 2017 om een opdracht voor diensten op te starten met als voorwerp "Aanduiding van gerechtsdeurwaarder(s)" via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 74.380,14 € excl. BTW per jaar, of voor twee jaar 148.760,28 € excl. BTW (180.000 € BTW inbegrepen).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

RECETTES - ONTVANGSTEN

Comptes annuels - Jaarrekeningen

10 Finances - Comptes annuels pour l'exercice 2016.

LE CONSEIL,

Vu les articles 96 et 240 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 72 à 79 de l'arrêté Royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale ;

Vu la délibération du collège des bourgmestre et échevins en date du 18 mai 2017 certifiant qu'après vérification, il a été constaté que toutes les dépenses engagées à l'exercice 2016 figurent dans le compte budgétaire ;

Vu la délibération du collège des bourgmestre et échevins en date du 01 juin 2017 certifiant que tous les actes relevant de sa compétence ont été correctement portés aux comptes ;

DECIDE,

D'arrêter provisoirement les comptes annuels pour l'exercice 2016, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31.12.2016 ainsi que ses annexes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Financiën - Jaarrekeningen voor het dienstjaar 2016.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 96 en 240 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikelen 72 tot 79 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen op datum van 18 mei 2017, waarin gewaarborgd wordt dat na nazicht vastgesteld werd dat alle uitgaven vastgelegd in het dienstjaar 2016 voorkomen in de begrotingsrekening;

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen op datum van 01 juni 2017, waarin gewaarborgd wordt dat alle handelingen waarvoor het bevoegd is, correct werden opgenomen in de rekeningen;

BESLIST,

De jaarrekeningen voor het dienstjaar 2016 bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekening en de balans op 31.12.2016 alsook de bijlagen voorlopig af te sluiten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

FINANCES - FINANCIËN

Taxes - Belastingen

11 Finances – Budget 2017 - Modifications numéros 4 et 5 du service ordinaire et extraordinaire.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle Loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux;

Vu les articles 15 et 16 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2017 ;

DECIDE,

De modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2017 comme repris dans les tableaux ci-joints relatifs aux modifications budgétaires numéros 4 et 5.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 21 votes positifs, 7 votes négatifs.

Non : Michel Borcy, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Christiane Defays, Laurent Hacken, Jean-Marie Lebrun, Pol Massart.

Financiën – Begroting 2017 - Wijzigingen nummers 4 en 5 van de gewone en buitengewone dienst.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de gemeentebegrotingen;

Gelet op artikelen 15 en 16 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Overwegende dat de gewone en buitengewone begroting 2017 gewijzigd dient te worden;

BESLIST,

De gewone en buitengewone begroting 2017 te wijzigen zoals opgenomen in de hierbijgevoegde tabellen betreffende de begrotingswijzigingen nummers 4 en 5.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 21 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen.

Nee : Michel Borcy, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Christiane Defays, Laurent Hacken, Jean-Marie Lebrun, Pol Massart.

Monsieur Borcy constate que les conseillers communaux ne sont plus informés des aménagements de l'espace public. Il cite plusieurs exemples dont la récente fermeture de la Place Saint-Denis, qui est le centre historique de la commune. Il dit qu'avant, on discutait au conseil communal des

aménagements de l'espace public lors des discussions budgétaires par exemple. Ceci n'est plus le cas aujourd'hui. Dans une époque de transparence, de participation citoyenne, ... il serait normal que les conseillers communaux soient avertis en premier lieu, même si ces aménagements sont décidés par des autres instances que la commune.

Monsieur Hacken intervient : Il dit qu'il comptait faire une question orale sur le sujet, un peu pour les mêmes raisons qu'évoquées par Monsieur Borcy. Il a été informé du projet par le Vlan et samedi passé, les maraichers n'étaient pas au courant. Il trouve que sur le fond l'idée de cette fermeture est intéressante ; Il y aurait eu une réunion le 18 mai, mais il n'en a pas été informé, alors qu'il n'habite pas loin ...

Monsieur Ghysseels répond qu'il faut savoir jusqu'où les conseillers s'investissent. Il y a beaucoup de réunions d'information, mais très peu de conseillers y sont présents. Les conseillers peuvent aussi prendre des informations complémentaires quand ils voient des points à l'ordre du jour du conseil.

Monsieur Loewenstein rajoute qu'on a discuté de l'aménagement de la Place Saint-Denis en commission Travaux Publics.

Monsieur Spapens insiste sur le fait que ce point est passé au conseil communal et qu'il s'agit d'une phase test.

Monsieur Ghysseels rajoute qu'on va envoyer l'ordre du jour des réunions de concertation et les informations par mail aux conseillers communaux, que les conseillers peuvent y assister et qu'ils peuvent toujours demander d'aborder des points en commission travaux publics ou en commissions réunies, mais sauf exceptions, on ne présente pas ce genre de dossiers au conseil, ça se fait en commission.

Monsieur Lebrun dit qu'il assiste à toutes les réunions du Contrat de Quartier et qu'on n'a présenté le point de la Place Saint-Denis qu'une seule fois, à la dernière réunion. Le problème est que l'information n'a pas été bien faite.

Monsieur Chapelle veut savoir d'où vient l'augmentation de 51,88 % de l'IPP.

Monsieur Résimont explique qu'avec la Tax shift, la commune a reçu une avance pour faire face à la diminution qui va intervenir dans les années suivantes. Mais on constate une stagnation des recettes de l'IPP à cause de la paupérisation de la population forestoise.

Monsieur Barghouti dit qu'il faut néanmoins constater un nombre important de nouvelles constructions qui sont destinées à la vente. On peut donc espérer que cela va entraîner une augmentation du pouvoir d'achat dans deux ou trois ans.

Monsieur Ghysse rajoute que c'est très difficile d'obtenir un décompte correct de l'Etat Fédéral et que les surprises sont rarement bonnes.

De heer Borcy stelt vast dat de gemeenteraadsleden niet meer ingelicht worden over de herinrichtingen die in de openbare ruimte gaan plaatsvinden. Hij geeft verschillende voorbeelden waaronder de onlangs gesloten Sint-Denijsplaats, dat het historische centrum van de gemeente is. Hij zegt dat daar vroeger in de gemeenteraad werd over gedebatteerd, tijdens de begrotingsdebatten bijvoorbeeld. Dit gebeurt vandaag niet meer. In tijden van transparantie, burgerparticipatie, ... zou het normaal zijn dat de gemeenteraadsleden als eersten op de hoogte zouden gebracht worden, zelf als die herinrichtingen op initiatief van een andere instantie dan de gemeente worden beslist.

De heer Hacken komt tussenbeide: Hij zegt dat hij van plan was om hierover een mondelinge vraag te stellen, een beetje om dezelfde redenen dan de heer Borcy. Hij is het te weten gekomen door de Vlan en verleden zaterdag waren de marktkramers hier niet op de hoogte van. Hij zegt dat het idee wel interessant is. Er zou een vergadering hieromtrent hebben plaatsgevonden op 18 mei, maar hij werd daar niet van op de hoogte gesteld, al woont hij niet ver ...

De heer Ghysse antwoordt dat men de inzet van de gemeenteraadsleden in vraag kan stellen. Er vinden veel informatievergaderingen plaats, maar slechts weinig gemeenteraadsleden zijn hierop aanwezig. De gemeenteraadsleden mogen ook bijkomende inlichtingen inwinnen als deze punten op de dagorde van de gemeenteraad staan.

De heer Loewenstein voegt eraan toe dat er over de herinrichting van het Sint-Denijsplein werd gepraat in de commissie Openbare Werken.

De heer Spapens dringt aan op het feit dat dit punt op de dagorde van de gemeenteraad heeft gestaan en dat het hier een testfase betreft.

De heer Ghysse zegt dat men de dagorde van het overlegcommissies en de inlichtingen per mail aan de gemeenteraadsleden zal overmaken, dat ze aan de vergaderingen mogen deelnemen en dat ze altijd mogen vragen om punten te bespreken tijdens de commissie Openbare Werken of tijdens de verenigde commissies, maar dat dit - behalve in uitzonderlijke gevallen - nooit tijdens de gemeenteraad gebeurt, deze dossiers worden tijdens de commissies besproken.

De heer Lebrun zegt dat hij aan alle vergaderingen van het Wijkcontract deelneemt en dat het punt van het Sint-Denijsplein slechts één keer besproken werd, tijdens de laatste vergadering. Het probleem is dat de informatie niet op een correcte manier gebeurde.

De heer Chapelle wil de oorzaak van de verhoging van 51,88 % van de personenbelasting kennen.

De heer Résimont legt uit dat dat omwille van de Taks shift, de gemeente een voorschot heeft gekregen om het hoofd te kunnen bieden aan de verlaging die in de volgende jaren gaat tussenbeide komen. Maar men stelt vast dat de personenbelasting stagneert door de verarming van de bevolking.

De heer Barghouti zegt dat men toch moet vaststellen dat er veel nieuwe gebouwen zijn die voorbestemd zijn om verkocht te worden. Men mag dus hopen dat dit binnen twee à drie jaar de koopkracht zal verhogen.

De heer Ghysse voegt eraan toe dat het heel moeilijk is om een correcte afrekening te krijgen van de Federale Staat en dat de verassingen zelden positief zijn.

8 annexes / 8 bijlagen

VIE SOCIALE - SOCIAAL LEVEN

3e Age - 3de leeftijd

12 Seniors – Fourniture de repas pour les personnes pensionnées forestoises – Adhésion à la centrale de marchés du Centre Public d’Aide Sociale de Forest.

LE CONSEIL,

Attendu que le service communal des « Seniors » s’adressait depuis des années auprès du Centre Public d’Action Sociale (CPAS) de Forest pour la fourniture des repas pour les personnes pensionnées de Forest dans les différents centres de récréation ;

Attendu que le CPAS de Forest devait entamer un nouveau marché public pour la fourniture des dits repas ;

Attendu que la Commune a alors demandé au CPAS de se déclarer « centrale de marchés » aux fins de commander en direct auprès de la firme désignée, les repas pour lesquels notamment le grammage avait été revu à la hausse pour des personnes valides et, d’honorer les factures y relatives établies par ladite firme ;

Vu l’économie d’échelle que procure l’adhésion à une centrale de marchés ;

Considérant que l'adhésion à une centrale de marchés n'empêche pas la passation de marchés publics en parallèle pour les mêmes fournitures et notamment, pour les repas de fêtes (senior'day, kermesses, Noël...) organisés dans différents centres récréatifs communaux ;

Attendu que les repas de fêtes pour la commune n'ont pas été prévus au cahier des charges établi par le CPAS ;

Vu ledit cahier des charges en annexe ;

Vu la Nouvelle Loi Communale et notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et, ses modifications ultérieures, notamment les articles 2-4° et 15 relatifs aux centrales de marchés ;

Considérant que les crédits permettant les dépenses sont inscrits aux articles 7623/124-02 /28 et 7623/124-06 /28 du service ordinaire des budgets 2016 et 2017 ;

Considérant qu'une charte d'adhésion (convention) doit être signée entre les deux administrations ;

Vu le projet de convention annexée aux présentes ;

DECIDE :

D'adhérer à la centrale de marchés établie par le Centre Public d'Action Sociale (CPAS) de Forest ayant pour objet « la fourniture de repas et autres denrées alimentaires, entre autres, pour les personnes pensionnées de Forest » ;

De signer la charte d'adhésion à ladite centrale de marchés, annexée aux présentes établie sous forme de convention ;

D'inscrire les dépenses relatives à la fourniture de repas et autres par la firme désignée par le CPAS de Forest aux articles 7623/124-02 /28 et 7623/124-06 /28 du service ordinaire des budgets 2016 et 2017.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Senioren – Levering van maaltijden voor de Vorstse gepensioneerden – Toetreding tot de opdrachtcentrale van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeentedienst « Senioren » zich sinds jaren richtte tot het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW) van Vorst voor de levering van de maaltijden voor de Vorstse

gepensioneerden in de verschillende recreatiecentra;

Overwegende dat het OCMW van Vorst een nieuwe overheidsopdracht voor de levering van bovengenoemde maaltijden moest opstarten;

Overwegende dat de Gemeente bijgevolg aan het OCMW gevraagd heeft om zich uit te geven als « opdrachtcentrale » teneinde de maaltijden, waarvoor ondermeer voor valide personen het gewicht werd verhoogd, rechtstreeks te bestellen bij de aangestelde firma en de daarmee verband houdende facturen opgesteld door voornoemde firma te betalen;

Gelet op het schaalvoordeel dat de aansluiting bij een opdrachtcentrale biedt;

Overwegende dat de toetreding tot een opdrachtcentrale niet verhindert dat er in parallel overheidsopdrachten gegund worden voor dezelfde leveringen en ondermeer voor de feestmaaltijden (senior'day, evenementen, Kerstmis...) georganiseerd in verschillende gemeentelijke recreatiecentra;

Overwegende dat de feestmaaltijden voor de gemeente niet voorzien werden in het bestek opgesteld door het OCMW;

Gelet op het bestek in bijlage;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid artikel 117;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 2-4° en 15 betreffende de opdrachtcentrales;

Overwegende dat de kredieten voor de uitgaven ingeschreven zijn op artikelen 7623/124-02 /28 en 7623/124-06 /28 van de gewone dienst van de begrotingen 2016 en 2017;

Overwegende dat er een charter van toetreding (overeenkomst) ondertekend moet worden tussen de twee besturen;

Gelet op het ontwerp van overeenkomst, opgenomen in bijlage;

BESLIST:

Toe te treden tot de opdrachtcentrale opgemaakt door het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW) van Vorst met als voorwerp « de levering van maaltijden en andere voedingsmiddelen, ondermeer, voor de gepensioneerden van Vorst »;

Het charter van toetreding tot voornoemde opdrachtcentrale, opgenomen in bijlage in de vorm van overeenkomst, te ondertekenen;

De uitgaven met betrekking tot de levering van maaltijden en andere door de firma aangesteld door het OCMW van Vorst in te schrijven op artikelen 7623/124-02 /28 en 7623/124-06 /28 van de gewone dienst van de begrotingen 2016 en 2017.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

13 Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, alinéa 3 de la Nouvelle loi communale en vertu duquel le Conseil est informé des décisions prises par le Collège sur le choix du mode de passation et la fixation des conditions des marchés de travaux, de fournitures et de services sur base de l'habilitation conférée au Collège par cet alinéa ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures.

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché de fourniture de matériaux métalliques pour les années 2018, 2019 et 2020;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 8 juin 2017 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2017-F-007 bis - Fourniture de matériaux métalliques», Le montant estimé s'élevant à 37.190,08 € hors TVA ou 45.000,00 €, 21% TVA comprise pour 3 ans, soit 15.000,00 TTC par an , inscrit à l'article /125-02/03 du service

ordinaire du budget de l'exercice 2018, 2019, 2020 ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché afin d'acquérir du mobilier urbain (en ce compris le cimetière) ainsi que des équipements de voiries ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 8 juin 2017 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2017-F-030 - Mobilier urbain (en ce compris le cimetière) et équipement de voirie», Le montant estimé s'élevant à 14.049,59 € hors TVA ou 17.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit aux articles 421/741-52/30 (voirie) et 878/744-51/11 (cimetière) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 et financé par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché de sécurisation des voiries ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 8 juin 2017 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2017-F-031 - Sécurisation des voiries», Le montant estimé s'élevant à 28.925,62 € hors TVA ou 35.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 423/741-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 et financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1) Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 8 juin 2017 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2017-F-007 bis - Fourniture de matériaux métalliques», Le montant estimé s'élevant à 37.190,08 € hors TVA ou 45.000,00 €, 21% TVA comprise pour 3 ans, soit 15.000,00 TTC par an, inscrit à l'article 125-02/03 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018, 2019, 2020.

2) Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 8 juin 2017 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2017-F-030 - Mobilier urbain (en ce compris le cimetière) et équipement de voirie», Le montant estimé s'élevant à 14.049,59 € hors TVA ou 17.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit aux articles 421/741-52/30 (voirie) et 878/744-51/11 (cimetière) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 et financé par un emprunt.

3) Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 8 juin 2017 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2017-F-031 - Sécurisation des voiries», Le montant estimé s'élevant à 28.925,62 € hors TVA ou 35.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 423/741-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2017 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de

lastvoorwaarden, van de gunningswijze en van de uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet krachtens hetwelk de Gemeenteraad in kennis gesteld wordt van de beslissingen genomen door het College wat betreft de keuze van de gunningswijze en de vaststelling van de voorwaarden van de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten op basis van de bevoegdheid die door dit lid wordt toegekend aan het College;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 1, 1^o, a;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Overwegende dat een opdracht voor levering van metallic materials dient te worden gegund voor de jaren 2018, 2019 en 2020;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 8 juni 2017 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « 2017-F-007 bis – Levering van materiaal in metaal ». De raming bedraagt 37.190,08 € excl. BTW of 45.000,00 €, 21% BTW inbegrepen voor 3 jaar, d.w.z. 15.000,00 € alle taken inbegrepen per jaar en is ingeschreven op artikel /125-02/03 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018, 2019 en 2020;

Overwegende dat er een opdracht afgesloten moet worden om stadsmeubilair (met inbegrip van het kerkhof) en wegwitruitingen aan te kopen;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 8 juni 2017 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « 2017-F-030 - Stadsmeubilair (met inbegrip van het kerkhof) en wegwitruiting ». De raming bedraagt 14.049,59 € excl. BTW of 17.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen en is ingeschreven op artikelen 421/741-52/30 (wegenis) en 878/744-51/11 (kerkhof) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 en wordt gefinancierd door een lening;

Overwegende dat er een opdracht voor wegbeveiliging afgesloten moet worden;

Gelet op de Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 8 juni 2017 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « 2017-F-031 - Wegbeveiliging ». De raming bedraagt 28.925,62 € excl. BTW of 35.000,00 €, 21 % BTW

inbegrepen en is ingeschreven op artikel 423/741-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 en wordt gefinancierd door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen:

1) Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 8 juni 2017 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « 2017-F-007 bis – Levering van materiaal in metaal ». De raming bedraagt 37.190,08 € excl. BTW of 45.000,00 €, 21% BTW inbegrepen voor 3 jaar, d.w.z. 15.000,00 € alle taksen inbegrepen per jaar en is ingeschreven op artikel /125-02/03 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018, 2019 en 2020.

2) Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 8 juni 2017 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht «2017-F-030 - Stadsmeubilair (met inbegrip van het kerkhof) en weguitrusting». De raming bedraagt 14.049,59 € excl. BTW of 17.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen en is ingeschreven op artikelen 421/741-52/30 (wegenis) en 878/744-51/11 (kerkhof) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 en wordt gefinancierd door een lening.

3) Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 8 juni 2017 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht «2017-F-031 - Wegbeveiliging». De raming bedraagt 28.925,62 € excl. BTW of 35.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen en is ingeschreven op artikel 423/741-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017 en wordt gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

14 **Marchés Publics – Cimetière de Forest - 2017-T-015 bis - Placement de cadres en béton pour les pierres tombales collectives 30-50 Ans - Application de l'article 249 de la NLC - Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, §1^{er}, 1^o, c);

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 8 juin 2017 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2017-T-015 bis - Placement de cadres en béton pour les pierres tombales collectives 30-50 Ans» ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE:

Art 1: De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 8 juin 2017, décidant:

- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «2017-T-015 bis - Placement de cadres en béton pour les pierres tombales collectives 30-50 Ans», Conformément à l'article 26, §1^{er}, 1^o,c) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;
- de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible ;
- de désigner la société Buytaert sprl, Hogenakkerhoekstraat 3 à 9150 Kruibeke pour le montant d'offre contrôlé de 6.500,00 € Hors TVA ou 7.865,00 € 21 % TVA Comprise;

Art 2: D'admettre la dépense de 7.865,00€, 21 % TVA comprise et de l'inscrire à l'article de dépense 878/721-60/11 du service extraordinaire du budget 2017 lors de la prochaine modification budgétaire;

Art 3: De financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Kerkhof van Vorst - 2017-T-015 Bis - Plaatsing van betonnen kaders voor de collectieve grafplaatsen 30-50 jaar - Toepassing van artikel 249 van de NGW - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, §1, 1^o, c);

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 8 juni 2017 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2017-T-015 Bis - Plaatsing van betonnen kaders voor de collectieve grafplaatsen 30-50 jaar";

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad instemt met de

uitgave voorzien door het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Art 1: Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 8 juni 2017, waarin beslist werd om:

- te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "2017-T-015 Bis - Plaatsing van betonnen kaders voor de collectieve grafplaatsen 30-50 jaar" conform artikel 26, §1, 1°, c) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak;
- de firma Buytaert bvba, Hogenakkerhoekstraat 3 te 9150 Kruibeke aan te stellen voor het gecontroleerde offertebedrag van 6.500,00 € excl. BTW of 7.865,00 €, 21 % BTW inbegrepen;

Art 2: In te stemmen met de uitgave van 7.865,00 €, 21 % BTW inbegrepen, en ze tijdens de volgende begrotingswijziging in te schrijven op artikel van uitgave 878/721-60/11 van de buitengewone dienst van de begroting 2017;

Art 3: De uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

ORGANISATION - ORGANISATIE

Subsides : Recherche et suivi - Subsidies : Opzoeking en opvolging

15 Subsides – Politique de la Ville par le développement des quartiers – Programme pluriannuel 2017-2020 – Projet de programme de base – Prise pour information.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de refondre les politiques de revitalisation urbaine et d'y inscrire la « Politique de la ville par le développement des quartiers » comme nouvel outil ;

Vu la nouvelle ordonnance de revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2016 de lancer en partenariat avec la Commune de Forest un premier programme pluriannuel 2017-2020 de la

« Politique de la ville par le développement des quartiers » et d'y affecter le principe d'une subvention de 1.487.812,28 euros ;

Considérant que le montant susmentionné devra être confirmé par un arrêté de subventionnement définitif lors de l'approbation du projet de programme de base introduit pour le 23 mai 2017 auprès de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant le projet de programme de base élaboré par le groupe de travail constitué pour la Politique de la ville joint au présent dossier ;

DECIDE :

De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 mai 2017 :

D'approuver le projet de programme de base 2017-2020 de la « Politique de la ville par le développement des quartiers », joint au présent dossier ;

D'introduire ledit projet de programme auprès de la Région de Bruxelles-Capitale le 23 mai au plus tard pour approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Subsidies – Stadsbeleid via de ontwikkeling van de wijken – Meerjarenplan 2017-2020 – Ontwerp van basisprogramma – Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om het stadsherwaarderingsbeleid grondig te herzien en er het "Stadsbeleid via de ontwikkeling van de wijken" als nieuw instrument in op te nemen;

Gelet op de nieuwe ordonnantie op de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 2016 om in samenwerking met de Gemeente Vorst een eerste meerjarenprogramma 2017-2020 van het "Stadsbeleid via de ontwikkeling van de wijken" op te starten en er het principe van een toelage van 1.487.812,28 euro aan toe te kennen;

Overwegende dat bovenvermeld bedrag bevestigd moet worden door een definitief toelagebesluit op het ogenblik van de goedkeuring van het ontwerp van basisprogramma, ingediend tegen 23 mei 2017 bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende het ontwerp van basisprogramma, uitgewerkt door de werkgroep die voor het Stadsbeleid gevormd werd, toegevoegd aan dit dossier;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 mei 2017 om:

Goedkeuring te verlenen aan het ontwerp van basisprogramma 2017-2020 van het "Stadsbeleid via de ontwikkeling van de wijken", toegevoegd aan het huidige dossier;

Dit programmaontwerp ten laatste op 23 mei ter goedkeuring in te dienen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

VIE SOCIALE - SOCIAAL LEVEN

Culture - Cultuur

16 Culture - Forest Sound Festival (2 septembre 2017) - asbl Palais des Sciences - Convention de subventionnement.

LE CONSEIL,

Vu la demande de Monsieur Antonio Guida, pour le compte de l'asbl Palais des Sciences, sise rue d'Ecosse 38 à 1060 Saint-Gilles, en collaboration avec divers acteurs communaux visant à pouvoir organiser l'événement "Forest Sound Festival" dans le parc de Forest, le samedi 2 septembre 2017 ;

Considérant que l'accès au festival sera gratuit et qu'il vise un public le plus large possible ;

Considérant que l'évènement se veut un lieu de découverte et d'ouverture aux musiques du monde (contemporaine et électronique), qu'une place sera également donnée aux associations et collectifs locaux et que la participation active du public sera encouragée par des ateliers interactifs proposés par des associations locales ou régionales ;

Considérant que deux scènes différentes seront érigées dans le parc : une scène principale avec les têtes d'affiches internationales et les groupes belges les plus connus et une scène secondaire avec les groupes locaux et émergents ;

Vu le programme prévisionnel du festival :

Scène principale : 13h00 ouverture du site, 14h00 1er groupe (concours jeunesses musicales), 15h00 atelier, 16h00 3è groupe, 17h00 DJ set, 18h00 5è groupe, 19h00 atelier/animation, 20h00 7è groupe,

21h00 atelier, 22h00 9è groupe (tête d'affiche), 23h00 à déterminer, 00h00 DJ set, 02h00 fermeture du site.

Scène secondaire : 13h00 ouverture du site, 14h00 atelier, 15h00 2è groupe (concours jeunes musicales), 16h00 DJ set, 17h00 4è groupe, 18h00 DJ set, 19h00 à déterminer, 20h00 atelier animation, 21h00 8è groupe, 22h00 à déterminer, 23h00 à déterminer, 00h00 fermeture du site ;

Considérant que le demandeur sollicite un soutien financier de la commune à hauteur de 10.000,00 €, sur un budget total estimé à 87.621,00 € ;

Considérant qu'un crédit de 10.000,00 € est inscrit à l'article 7621/123-16/02 du service ordinaire du budget 2017 ;

Vu le projet de convention joint au dossier ;

DECIDE,

D'autoriser Monsieur Antonio Guida, pour le compte de l'asbl Palais des Sciences, sise rue d'Ecosse 38 à 1060 Saint-Gilles, à organiser l'évènement « Forest Sound Festival » dans le parc de Forest (voir plan joint au dossier), le samedi 2 septembre 2017, suivant le programme prévisionnel mentionné supra ;

D'approuver la convention entre la commune et l'asbl Palais des Sciences pour l'organisation du "Forest Sound Festival";

D'inscrire la dépense à l'article 7621/123-16/02 du service ordinaire du budget 2017 ;

De liquider le montant de 10.000,00 €, sur base d'une déclaration de créance établie par le responsable de l'asbl, conformément à l'article II de la convention comme suit:

- 90 % à titre d'avance, soit 9.000,00 €;

- 10 %, soit 1.000,00 € représentant le solde à liquider sur présentation des pièces justificatives;

De promouvoir l'évènement par le biais des panneaux d'informations communales, du site web communal, du bulletin communal et des planimètres JCDecaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

**Cultuur - Vorst Sound Festival (2 september 2017) – vzw Palais des Sciences -
Betoelagingsovereenkomst.**

DE RAAD,

Gelet op het verzoek van de heer Antonio Guida, voor rekening van de vzw Palais des Sciences, gelegen Schotlandstraat 38 te 1060 Sint-Gillis, in samenwerking met verschillende gemeentelijke spelers, om op zaterdag 2 september 2017 het evenement "Vorst Sound Festival" te mogen organiseren

in het Park van Vorst;

Overwegende dat de toegang tot het festival gratis is en dat het een zo breed mogelijk publiek viseert;

Overwegende dat het evenement staat voor een plaats van ontdekking en openheid naar (hedendaagse en elektronische) wereldmuziek, dat er tevens plaats zal worden gemaakt voor verenigingen en plaatselijke collectieven en dat de actieve deelname van het publiek aangemoedigd zal worden via interactieve workshops aangeboden door plaatselijke of gewestelijke verenigingen;

Overwegende dat er twee verschillende podiums opgesteld zullen worden in het park: een hoofdpodium met de internationale sterren en de meest gekende Belgische groepen en een tweede podium met de plaatselijke en opkomende groepen;

Gelet op het voorlopige programma van het festival:

Hoofdpodium: 13u00 opening van de site, 14u00 1ste groep (wedstrijden muzikale jongeren), 15u00 workshop, 16u00 3de groep, 17u00 DJ set, 18u00 5de groep, 19u00 workshop/animatie, 20u00 7de groep, 21u00 workshop, 22u00 9de groep (hoofdact), 23u00 te bepalen, 00u00 DJ set, 02u00 sluiting van de site.

Tweede podium: 13u00 opening van de site, 14u00 workshop, 15u00 2de groep (wedstrijden muzikale jongeren), 16u00 DJ set, 17u00 4de groep, 18u00 DJ set, 19u00 nog te bepalen, 20u00 animatieworkshop, 21u00 8ste groep, 22u00 te bepalen, 23u00 te bepalen, 00u00 sluiting van de site;

Overwegende dat de aanvrager de gemeente om een financiële steun van 10.000,00 € verzoekt, op een totale begroting geraamd op 87.621,00 €;

Overwegende dat er een krediet van 10.000,00 € ingeschreven is op artikel 7621/123-16/02 van de gewone dienst van de begroting 2017;

Gelet op het ontwerp van overeenkomst, toegevoegd aan het dossier;

BESLIST,

De heer Antonio Guida, voor rekening van de vzw Palais des Sciences, gelegen Schotlandstraat 38 te 1060 Sint-Gillis, toelating te geven om op zaterdag 2 september 2017 het evenement « Vorst Sound Festival » te organiseren in het park van Vorst (zie plan toegevoegd aan het dossier), volgens het hierboven vermelde voorlopige programma;

De overeenkomst tussen de gemeente en de vzw Palais des Sciences voor de organisatie van het "Vorst Sound Festival" goed te keuren;

De uitgave in te schrijven op artikel 7621/123-16/02 van de gewone dienst van de begroting 2017;

Het bedrag van 10.000,00 € als volgt uit te betalen op basis van een schuldvordering, opgesteld door de verantwoordelijke van de vzw, conform artikel II van de overeenkomst:

- 90 % als voorschot, namelijk 9.000,00 €;

- 10 %, namelijk 1.000,00 €, dat staat voor het saldo uit te betalen op voorlegging van de verantwoordingsstukken;

Het evenement te promoten door middel van de gemeentelijke informatieborden, de gemeentelijke website, het gemeentelijke infoblad en de publiciteitspanelen van JCDecaux.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

ORGANISATION - ORGANISATIE

Affaires générales - Algemene zaken

17 Affaires générales – Marchés – Délégation des pouvoirs. (Ajouté en séance)

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et suivants ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

DÉCIDE :

de déléguer ses pouvoirs de choisir la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et d'en fixer les conditions au Collège des Bourgmestre et Échevins pour les marchés relevant du budget ordinaire ;

de déléguer ces mêmes pouvoirs au collège des bourgmestre et échevins pour les marchés fondés sur un accord-cadre conclu ;

Ces délégations de pouvoirs entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés

publics communaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Algemene zaken – Opdrachten - Delegatie van de bevoegdheden. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en volgende;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

BESLIST :

zijn bevoegdheden om de gunningsprocedure van de overheidsopdrachten en van de concessieovereenkomsten te kiezen en om de lastvoorwaarden ervan vast te stellen aan het College van Burgemeester en Schepenen over te dragen voor wat betreft de overheidsopdrachten die vallen onder de gewone begroting;

deze zelfde bevoegdheden over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen voor de opdrachten op grond van een afgesloten raamovereenkomst;

Deze overdrachten van bevoegdheden treden in werking op de datum van inwerkingtreding van de ordonnantie tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet met het oog op het verduidelijken van de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

18 Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Wielemans Ceuppens - Acquisition

pour cause d'utilité publique – Avenue Wielemans Ceuppens, 1 - Approbation des modalités d'acquisition (*Ajouté en séance*)

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine de la région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de quartier durable du 24 novembre 2016 ;

Vu la décision du Gouvernement régional du 23 mars 2017 d'attribuer un Contrat de Quartier Durable à la Commune de Forest en vue de la réhabilitation du quartier Wielemans-Ceuppens ;

Considérant l'immeuble sis à Forest, avenue Wielemans Ceuppens, 1-3, cadastré sous Forest, 1ère Division, N° parcelle A 60B3 ;

Considérant que le propriétaire du bien susmentionné, soit la Société immobilière Sauvenière (Groupe BNP PARIBAS Fortis) - Rue Montagne du Parc, 3 à 1000 Bruxelles a mis en vente son bien ;

Considérant que le propriétaire met le bien en vente via l'agence IHK – Avenue Louise 149, bte 24 à 1050 Bruxelles ;

Considérant que cette zone est stratégique car située au croisement de l'avenue Van Volxem et de l'avenue Wielemans Ceuppens, en face du Wiels, à proximité du Brass et de Divercity et des arrêts de tram 97 – 82 et des bus 49 et 50 ;

Considérant que la Commune est propriétaire des numéros 7, 9 et 11 de l'avenue Wielemans Ceuppens et qu'acquérir l'immeuble précité sera une occasion unique de renforcer la maîtrise foncière et immobilière de la Commune sur cette zone ;

Considérant que l'acquisition de ce bien pourrait servir de levier de transformation et de requalification pour cette zone avec un ensemble de propriétés communales à proximité ;

Vu l'article 2 § 1er et § 3 2° de l'Arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 relatif aux contrats de quartiers durables détaillant les actes permettant la réalisation des opérations immobilière visées à l'article 21, aliéna, 1^{er}, 1 de l'ordonnance du 6 octobre 2016 dont entre autres les frais d'acquisition de droits réels sur les biens immeubles ;

Considérant que l'acquisition du bien immeuble susmentionné répond à l'article 21, alinéa 1 de l'Ordonnance organique de la revitalisation urbaine de la région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016 ;

Vu l'article 20 alinéa 3 de l'ordonnance du 6 octobre 2016 qui spécifie que : « *Les biens immeubles établis sur des parcelles cadastrales ou l'espace public non cadastré qui, bien que situés hors périmètre éligible ou hors Zone de revitalisation urbains, sont directement attenants à la limite d'un périmètre éligible, peuvent bénéficier des contrats de quartier durable lorsque le Gouvernement en constate l'intérêt.* » ;

Considérant que l'immeuble répond aux conditions susmentionnées et pourra être intégré au périmètre définitif du nouveau Contrat de quartier Wielemans Ceuppens ;

Considérant que le périmètre définitif sera soumis pour approbation au Gouvernement au plus tard le 31 mars 2018 ;

Vu l'article 2 § 4 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 relatif aux contrats de quartiers durables qui stipule « que les acquisitions visées au §1^{er}, 2^o peuvent être subventionnées pour autant qu'un acte d'acquisition authentique ait été signé au plus tôt un an avant le délai visé à l'article 27 § 1^{er} de l'Ordonnance » – à savoir le premier jour du mois suivant la décision d'approbation du contrat de quartier durable par le Gouvernement, soit le 1^{er} juin 2018 ;

Vu l'article 32 § 1^{er} de l'ordonnance du 6 octobre 2016 qui précise que le taux de subsidiation par la Région des opérations s'élève à maximum 95%;

Considérant que cette opération s'inscrit pleinement dans les objectifs de la Région de Bruxelles-Capitale et de la commune de Forest d'augmenter l'offre de logements à caractère social ou d'infrastructures de service ou de proximité dans les quartiers à revitaliser ;

Vu le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe de la Région de Bruxelles-Capitale, particulièrement l'article 161, 2^o :

Sont enregistrés gratuitement :

[...]

Les cessions amiables d'immeubles pour cause d'utilité publique à l'Etat, aux provinces, aux communes, aux établissements publics et à tous autres organismes ou personnes ayant le droit d'exproprier ; les actes relatifs à la rétrocession après expropriation pour cause d'utilité publique dans les cas où cette rétrocession est autorisée par la loi ; les actes constatant un remembrement ou un relotissement effectué en exécution du chapitre VI du Titre I de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Les actes constatant la cession d'un site d'activité économique désaffecté à l'Etat ou à une autre personne de droit public ;

Considérant que la création de logements à caractère social ainsi que la création d'équipements et d'infrastructures publics relèvent de l'utilité publique ;

Considérant que le prix estimatif de vente communiqué par l'agence IHK – Avenue Louise 149, bte 24à 1050 Bruxelles est de 925.000 euros ;

Vu l'article 27, § 1er de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux Contrats de quartier durable stipulant qu'à défaut d'une réponse du CAI quant à l'estimation du terrain dans les soixante jours ouvrables de la demande, au moins une estimation rédigée par un notaire, un géomètre-expert immobilier inscrit au tableau tenu par le Conseil fédéral des géomètres-experts, ou auprès d'un agent immobilier inscrit au tableau visé à la loi du 11 février 2013 organisant la profession d'agent immobilier est suffisante ;

Considérant la demande d'estimation du terrain introduite le vendredi 19 mai 2017 au Comité d'acquisition de la Région de Bruxelles-Capitale (CAIR) ;

Considérant l'accusé du CAIR du 22 mai 2017 indiquant « Suivant notre instrument de planification, et selon l'effectif actuel de notre service, votre dossier ne pourra pas être traité endéans les 2 mois » ;

Considérant que la Commune est donc en droit de faire appel à un géomètre-expert pour procéder à l'estimation du bien susmentionné ;

Vu le rapport d'expertise établi en date du 19 juin 2017 par Monsieur Nicolas Lebrun – expert géomètre – mandaté par la Commune pour établir l'estimation du bien susmentionné ;

Vu la circulaire 2015/14 du 22 décembre 2015 du Service Public Régional de Bruxelles – Bruxelles Pouvoirs Locaux relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles, particulièrement la section III, point 3 :

Le procès-verbal d'estimation du bien transmis à l'autorité de tutelle doit dater de moins d'un an [...] ;

Considérant que la Commune peut faire offre dans les limites de l'estimation figurant au rapport d'expertise précité pour éventuellement se porter acquéreur ;

Considérant que les frais liés à l'acquisition, comprenant notamment les frais d'honoraires du Notaire et les frais de transcription de l'acte mais déduits des frais d'enregistrement en raison de l'acquisition pour cause d'utilité publique, sont estimés à 30.000,00 euros ;

Considérant que pour pouvoir faire offre la Commune a inscrit le montant spécifique au budget extraordinaire 2017 lors la modification du budget extraordinaire n° 5 ;

Considérant que l'acquisition réalisée dans le cadre du CQD Wielemans Ceuppens est financée à 100 % sur fonds propres mais qu'il sera possible avec accord du Gouvernement de justifier cette opération dans le cadre du programme du nouveau Contrat de quartier Durable Wielemans Ceuppens et donc de bénéficier d'un subside pouvant aller jusqu'à 95 %;

DECIDE: (sous réserve d'approbation de la modification budgétaire proposée par la tutelle régionale)

D'approuver l'acquisition pour cause d'utilité publique du terrain sis à Forest, avenue Wielemans-Ceuppens, 1-3, cadastré sous Forest, 1ère Division, N° parcelle A 60B3 ;

D'autoriser le Collège des bourgmestre et échevins, représenté par le Bourgmestre ou l'échevin délégué ainsi que la Secrétaire communale, à remettre une offre pour l'acquisition de l'immeuble sis à Forest, avenue Wielemans Ceuppens, 1-3, cadastré sous Forest, 1ère Division, N° parcelle A 60B3, dans le cadre de la procédure de mise en vente du bien par l'agence IHK;

De limiter le montant maximum des offres à l'estimation du bien établie en date du 19 juin 2017 par Monsieur Nicolas Lebrun – expert géomètre – mandaté par la Commune ;

ET AU CAS OÙ LA VENTE DU BIEN CONCERNÉ ÉTAIT ADJUGÉE À LA COMMUNE

D'inscrire le montant de l'acquisition et tous les frais inhérents à cette acquisition à l'article 9308/712-60/88 «Achats de bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2017 ;

De financer cette dépense à 100% par un emprunt à charge de la Commune ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire communal, aux fins de signer valablement l'acte notarié pour la Commune de Forest ;

De renoncer à toute action en rétrocession de bien.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Herwaardering van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Wielemans-Ceuppens – Aankoop ten algemene nutte – Wielemans Ceuppenslaan 1 – Goedkeuring van de aankoopvoorwaarden.
(Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 oktober 2016;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de duurzame wijkcontracten van 24 november 2016;

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 23 maart 2017 tot toekenning van een Duurzaam Wijkcontract aan de Gemeente Vorst met het oog op de herwaardering van de Wielemans-Ceuppenswijk;

Overwegende het gebouw gelegen te Vorst, Wielemans Ceuppenslaan 1-3, gekadastréerd te Vorst, 1e

Afdeling, perceelnr. A 60B3;

Overwegende dat de eigenaar van bovenvermeld goed, nl. de vastgoedmaatschappij Sauvenière (Groep BNP PARIBAS Fortis) - Warandeborg 3 te 1000 Brussel, zijn goed te koop heeft gesteld;

Overwegende dat de eigenaar het goed te koop heeft gesteld via het agentschap IHK – Louizalaan 149, bus 24 te 1050 Brussel;

Overwegende dat dit gebied strategisch gelegen is, aangezien het zich bevindt op het kruispunt van de Van Volxemlaan en de Wielemans Ceuppenslaan, recht tegenover WIELS, in de nabijheid van BRASS en Divercity en de halten van trams 97 en 82 en bussen 49 en 50;

Overwegende dat de Gemeente eigenaar is van nummers 7, 9 en 11 in de Wielemans Ceuppenslaan en dat de aankoop van bovenvermeld gebouw een unieke kans biedt om het grond- en vastgoedbeheer van de Gemeente in dit gebied te versterken;

Overwegende dat de aankoop van dit goed als hefboom zou kunnen dienen voor de transformatie en opwaardering van dit gebied via een geheel aan nabijgelegen gemeentelijke eigendommen;

Gelet op artikel 2, § 1 en § 3, 2° van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 betreffende de duurzame wijkcontracten, waarin de details gegeven worden van de akten die de uitvoering van de vastgoedoperaties bedoeld in artikel 21, 1° lid, 1 van de ordonnantie van 6 oktober 2016 mogelijk maken, waaronder de kosten voor de aankoop van de zakelijke rechten over onroerende goederen;

Overwegende dat de aankoop van bovenvermeld goed beantwoordt aan artikel 21, 1e lid, van de Ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 oktober 2016:

Gelet op artikel 20, 3e lid, van de ordonnantie van 6 oktober 2016, dat specificceert dat: « *Onroerende goederen die gelegen zijn op kadastrale percelen of niet-gekadastrerde openbare ruimten en die niet in de in aanmerking komende perimeter of stedelijke herwaarderingzone gelegen zijn maar wel direct grenzen aan een in aanmerking komende perimeter, mogen mee aansluiten op een duurzame wijkcontract indien de regering het belang hiervan vaststelt.* »;

Overwegende dat het gebouw voldoet aan de bovenvermelde voorwaarden en opgenomen kan worden in de definitieve perimeter van het nieuwe Wijkcontract Wielemans-Ceuppens;

Overwegende dat de definitieve perimeter ten laatste op 31 maart 2018 ter goedkeuring voorgelegd zal worden aan de Regering;

Gelet op artikel 2, § 4 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 betreffende de duurzame wijkcontracten dat bepaalt « de aankopen bedoeld in § 1, 2° gesubsidieerd kunnen worden op voorwaarde dat een authentieke verwervingsakte ten vroegste één

jaar vóór de in artikel 27, § 1 van de Ordonnantie bedoelde termijn werd ondertekend » - d.w.z. de eerste dag van de maand volgend op de beslissing tot goedkeuring van het duurzame wijkcontract door de Regering, m.a.w. 1 juni 2018;

Gelet op artikel 32, §1 van de ordonnantie van 6 oktober 2016, dat preciseert dat het totale percentage aan subsidiëring van de operaties door het Gewest niet hoger mag liggen dan 95%;

Overwegende dat deze operatie ten volle past in de doelstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Vorst om het aanbod aan sociale woningen of diensten- of buurtinfrastructuren in de te revitaliseren wijken te verhogen;

Gelet op het Wetboek der Registratie-, Hypotheek- en Griffierechten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder artikel 161, 2e lid:

Worden kosteloos geregistreerd:

[...]

Overdrachten in der minne van onroerende goederen ten algemenen nutte, aan Staat, provinciën, gemeenten, openbare instellingen en aan alle andere tot onteigening gerechtigde organismen of personen: akten betreffende de wederafstand na onteigening ten algemenen nutte in de gevallen waarin hij bij de wet toegelaten is; akten tot vaststelling van een ruilverkaveling of een herverkaveling verricht met inachtneming van de bepalingen van Hoofdstuk VI van Titel I van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw. De akten houdende overdracht van een afgedankte bedrijfsruimte aan de Staat of een andere publiekrechtelijke rechtspersoon;

Overwegende dat de oprichting van sociale woningen en van openbare voorzieningen en infrastructuren onder openbaar nut valt;

Overwegende dat de geraamde verkoopprijs meegedeeld door het agentschap IHK – Louizalaan 149, bus 149 te 1050 Brussel 925.000 euro bedraagt;

Gelet op artikel 27, § 1, van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de duurzame wijkcontracten dat bepaalt dat, bij ontstentenis van een antwoord van het CAOG betreffende raming van het terrein binnen zestig werkdagen na de aanvraag, minstens een raming opgesteld door een notaris, een landmeter-deskundige opgenomen in de tabel opgesteld door de Federale Raad van landmeters-experten of bij een vastgoedmakelaar ingeschreven in de tabel bedoeld in de wet van 11 februari 2013 houdende organisatie van het beroep van vastgoedmakelaar voldoende is;

Overwegende de aanvraag voor de schatting van het terrein, ingediend op vrijdag 19 mei 2017 bij het Gewestelijk Comité tot aankoop van onroerende goederen (GCAO);

Overwegende het bericht van ontvangst van het GCAO van 22 mei 2017, dat aangeeft dat "Uw dossier volgens ons planningsinstrument en op basis van ons personeelsbestand niet binnen de termijn van twee maanden behandeld zal kunnen worden";

Overwegende dat de Gemeente bijgevolg het recht heeft een beroep te doen op een landmeter-deskundige om over te gaan tot de raming van bovenvermeld goed;

Gelet op het expertiseverslag, opgesteld op 19 juni 2017 door de heer Nicolas Lebrun – landmeter-deskundige – in opdracht van de Gemeente teneinde de raming van het bovenvermelde goed op te maken;

Gelet op omzendbrief 2015/14 van 22 december 2015 van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel – Brussel Plaatselijke Besturen betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen, meer bepaald afdeling III, punt 3:

Het proces-verbaal van schatting van het goed overgemaakt aan de toezichthoudende overheid moet minder dan één jaar oud zijn [...];

Overwegende dat de Gemeente een bod kan uitbrengen binnen de beperkingen van de raming in voornoemd expertiseverslag om eventueel op te treden als aankoper;

Overwegende dat de kosten verbonden met de aankoop, met inbegrip van o.m. de kosten van erelonen van de Notaris en de kosten van overschrijving van de akte maar afgetrokken van de registratierechten aangezien het om een aankoop ten algemene nutte gaat, op 30 000,00 euro geraamd worden;

Overwegende dat de Gemeente, om een bod te kunnen doen, het specifieke bedrag heeft ingeschreven in de buitengewone begroting 2017 tijdens de wijziging nr. 5 van de buitengewone begroting;

Overwegende dat de aankoop uitgevoerd in het kader van het DWC Wielemans-Ceuppens voor 100 % gefinancierd wordt op eigen fondsen maar dat het met toestemming van de Regering mogelijk is deze operatie te verantwoorden in het kader van het programma van het nieuwe Duurzame Wijkcontract Wielemans-Ceuppens en dus te genieten van een subsidie die tot 95 % kan oplopen;

BESLIST: (onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging voorgesteld door de gewestelijke toezichthoudende overheid)

Goedkeuring te verlenen aan de aankoop ten algemene nutte van het terrein gelegen te Vorst, Wielemans Ceuppenslaan 1-3, gekadastraerd te Vorst, 1e Afdeling, perceelnr. A 60B3;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of de afgevaardigde schepenen evenals de Gemeentesecretaris, toestemming te verlenen een bod in te dienen voor de aankoop van het gebouw gelegen te Vorst, Wielemans Ceuppenslaan 1-3, gekadastraerd onder Vorst, 1e Afdeling, perceel nr. A 60B3, in het kader van de procedure voor de verkoop van het goed door het agentschap IHK;

Het maximumbedrag van de offerten te beperken tot de raming van het goed opgemaakt op 19 juni 2017 door de heer Nicolas Lebrun – landmeter-deskundige – in opdracht van de Gemeente;

EN INDIEN DE VERKOOP VAN HET GOED AAN DE GEMEENTE WORDT TOEGEWENZEN

Het bedrag van aankoop en alle kosten die inherent zijn aan deze aankoop in te schrijven op artikel 9308/712-60/88 'Aankoop van gebouwen en monumenten in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2017;

Deze uitgave voor 100% te financieren door een lening ten laste van de Gemeente;

Machtiging te verlenen aan het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, teneinde de notariële akte geldig te ondertekenen voor de Gemeente Vorst;

Te verzaken aan elke eis tot doorverkoop van het goed.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

-
- 19 **Revitalisation des quartiers – Contrat de quartier durable Abbaye – Opération 1.9 « Espaces publics du cœur de Forest » – Marché de services – Désignation d'une équipe pluridisciplinaire, agissant en qualité d'auteur de projet pour le réaménagement des espaces publics du cœur de Forest – Approbation des conditions et du mode de passation du marché – Avis de marché rectificatif. (Ajouté en séance)**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2014 :

D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour le 31 octobre au plus tard ;

De marquer son accord sur la participation financière de la Commune, participation s'élevant à 1.078.074,90 € en complément des subsides fédéraux et régionaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la décision du Conseil communal du 23 février 2016 :

D'approuver la modification de programme n°1 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°1 à l'approbation du Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;

Vu le courrier du 25 mai 2016 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-

Capitale Rudi Vervoort approuvant la modification de programme n°1 du CQDAbbaye telle qu'approuvée par le Conseil communal ;

Vu sa décision du 18 octobre 2016 :

*D'approuver la modification de programme n°2 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°2 à l'approbation du
Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu sa décision du 16 mai 2017 :

*D'approuver la modification de programme n°3 du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;
De soumettre l'ensemble du dossier de modification de programme n°3 à l'approbation du
Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge de la rénovation urbaine ;*

Vu le courrier du 16 juin 2017 du Ministre-Président du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale Rudi Vervoort approuvant les modifications de programme n°2 et 3 du CQDAbbaye telles qu'approuvées par le Conseil communal ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu sa décision du 20 juin 2017 :

D'approuver l'avis de marché ayant pour objet : « Désignation d'une équipe pluridisciplinaire, agissant en qualité d'auteur de projet pour le réaménagement des espaces publics du cœur de Forest » ;

De choisir la procédure négociée avec publicité européenne comme mode de passation du marché et de soumettre l'avis de marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge et au Journal officiel de l'Union européenne ;

D'approuver que le Cahier Spécial des Charges régissant les conditions de la deuxième phase de la procédure et les conditions d'exécution du marché fasse l'objet d'une délibération lors d'un Conseil communal ultérieur ;

D'approuver que le montant fixé pour le présent marché s'élève à :

- *pour la tranche ferme : 327.000,00 euros hors TVA, soit 395.670,00 euros 21% TVA*

compris ;

- *pour la tranche conditionnelle 1 : 91.000,00 euros hors TVA, soit 110.110,00 euros 21% TVA compris ;*

- *pour la tranche conditionnelle 2 : 54.000,00 euros hors TVA, soit 65.340,00 euros 21% TVA compris ;*

De prévoir un montant équivalant à 7,5% de l'estimation du présent marché pour pallier aux révisions de prix et aux éventuels imprévus, soit :

- *pour la tranche ferme : 24.525,00 euros hors TVA, soit 29.675,25 euros 21% TVA compris ;*

- *pour la tranche conditionnelle 1 : 6.825,00 euros hors TVA, soit 8.258,25 euros 21% TVA compris ;*

- *pour la tranche conditionnelle 2 : 4.200,00 euros hors TVA, soit 5.082,00 euros 21% TVA compris ;*

De prévoir le financement de la dépense par un crédit inscrit à l'article 9306/731-60/80 « Travaux de voirie en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2018 ;

De financer la dépense à hauteur de 95% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article des recettes 9306/995-52/80 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires », le solde sera financé par un emprunt à charge de la Commune ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Considérant la publication de l'avis de marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge ainsi qu'au Journal officiel de l'Union Européenne en date du 22 juin 2017 ;

Considérant que, suite à la publication de l'avis de marché, l'équipe de la cellule Revitalisation des quartiers a, en concertation avec l'administration de Bruxelles Pouvoirs Locaux, estimé nécessaire de clarifier les points suivants de l'avis de marché :

- III.2.3) Capacité technique ;

- IV.1.2) Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer ;

Considérant l'avis de marché rectificatif établi par la cellule de Revitalisation des quartiers ;

DECIDE :

D'approuver l'avis de marché rectificatif ayant pour objet : « Désignation d'une équipe pluridisciplinaire, agissant en qualité d'auteur de projet pour le réaménagement des espaces publics du cœur de Forest » ;

De publier l'Avis de marché rectificatif au bulletin des adjudications du Moniteur belge ainsi qu'au Journal officiel de l'Union Européenne ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Abdij – Operatie 1.9 'Openbare ruimten in het hart van Vorst' – Opdracht voor diensten – Aanstelling van een multidisciplinair team handelend in de hoedanigheid van projectontwerper voor de heraanleg van de openbare ruimten van het hart van Vorst – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht – Rechtzetting van opdrachtaankondiging. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 om:

Het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij aan te nemen;

Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen ten laatste 31 oktober;

Zijn instemming te verlenen aan de financiële deelname van de Gemeente, deelname voor een bedrag van 1.078.074,90 € in aanvulling op de federale en gewestelijke subsidies;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van dinsdag 23 februari 2016 om:

Programmawijziging nr. 1 van het Duurzame Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 1 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 25 mei 2016 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Rudi Vervoort tot goedkeuring van programmawijziging nr. 1 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op zijn beslissing van dinsdag 18 oktober 2016 om:

Programmawijziging nr. 2 van het Duurzaam Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 1 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op zijn beslissing van 16 mei 2017 om:

Programmawijziging nr. 3 van het Duurzaam Wijkcontract Abdij goed te keuren;

Het volledige dossier van programmawijziging nr. 3 ter goedkeuring voor te leggen aan de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor stadsvernieuwing;

Gelet op het schrijven van 16 juni 2017 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest Rudi Vervoort tot goedkeuring van de programmawijzigingen nr. 2 en 3 van het DWCAbdij zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op zijn beslissing van dinsdag 20 juni 2017 om:

Goedkeuring te verlenen aan de opdrachtaankondiging met als voorwerp: 'Aanstelling van een multidisciplinair team handelend in de hoedanigheid van projectontwerper voor de heraanleg van de openbare ruimten van het hart van Vorst';

Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure met Europese bekendmaking als gunningswijze van de opdracht en om de opdrachtaankondiging voor te leggen in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad en in het Publicatieblad van de Europese Unie;

Het feit goed te keuren dat het Bijzonder Bestek van toepassing op de voorwaarden van de tweede fase van de procedure en de uitvoeringsvoorwaarden van de opdracht het voorwerp zal uitmaken van een beraadslaging op de volgende Gemeenteraad;

Goedkeuring te verlenen aan het gegeven dat het vastgestelde bedrag voor deze opdracht als volgt bedraagt:

- voor de vaste schijf: 327.000,00 euro excl. btw, d.w.z. 395.670,00 euro incl. 21% btw;*
- voor voorwaardelijke schijf 1: 91 000,00 euro excl. btw, d.w.z. 110 110,00 euro incl. 21% btw;*
- voor voorwaardelijke schijf 2: 54 000,00 euro excl. btw, d.w.z. 65 340,00 euro incl. 21% btw;*

Een bedrag te voorzien dat overeenstemt met 7,5% van de raming van deze opdracht te voorzien teneinde de prijsherzieningen en eventuele onvoorziene kosten op te vangen, d.w.z.:

- voor de vaste schijf: 24 525,00 euro excl. btw, d.w.z. 29 675,25 euro incl. 21% btw;*
- voor voorwaardelijke schijf 1: 6 825,00 euro excl. btw, d.w.z. 8 258,25 euro incl. 21% btw;*
- voor voorwaardelijke schijf 2: 4 200,00 euro excl. btw, d.w.z. 5 082,00 euro incl. 21% btw;*

De financiering van de uitgave te voorzien door een krediet ingeschreven op artikel 9306/731-60/80 'Wegenwerken in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2018;

Deze uitgave voor 95% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/995-52/80 'Overboeking op het buitengewone

subsidiefonds', waarbij het saldo gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de Gemeente;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

Overwegende de publicatie van de opdrachtaankondiging in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad en in het Publicatieblad van de Europese Unie op 22 juni 2017;

Overwegende dat, volgend op de publicatie van de opdrachtaankondiging, het team van de cel Heropleving van de wijken, in overleg met het bestuur van Brussel Plaatselijke Besturen, het noodzakelijk heeft geacht om de volgende punten van de opdrachtaankondiging te verduidelijken:

- III.2.3) Vakbekwaamheid;

- IV.1.2) Beperkingen op het aantal ondernemingen dat verzocht wordt in te schrijven of deel te nemen;

Overwegende de rechtzetting van opdrachtaankondiging opgesteld door de cel Heropleving van de wijken;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de rechtzetting van opdrachtaankondiging met als voorwerp: “Aanstelling van een multidisciplinair team handelend in de hoedanigheid van projectontwerper voor de heraanleg van de openbare ruimten van het hart van Vorst”;

De rechtzetting van opdrachtaankondiging te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad alsook in het Publicatieblad van de Europese Unie;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Levée de la séance à 20:40
Opheffing van de zitting om 20:40

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,
Betty MOENS

Le Bourgmestre – Président,
De Burgemeester – Voorzitter,
Marc-Jean GHYSSELS